

Aux origines du Parti communiste en Anjou

1 - 1914-1918

Des syndicalistes révolutionnaires et des socialistes tentent de résister à la vague nationaliste et à la répression d'Etat

Frédéric DABOUIS



LEXIQUE / INDEX DES SIGLES

Certains mots ou certaines expressions pouvant être ambiguës, j'ai préféré les expliciter ci-dessous, aux côtés de la liste des sigles les plus courants utilisés dans ce cahier.

ADML : Archives départementales de Maine-et-Loire.

ARAC : Association Républicaine des Anciens Combattants (fondée en 1917).

Bolchéviques (ou **bolchéviks**) : tendance du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie animée par Lénine.

Bourse du Travail : siège des syndicats, souvent dans un local municipal. La Bourse du Travail de Cholet date de 1891, celle d'Angers de 1892.

CAP : Commission administrative permanente (organe exécutif du Parti socialiste SFIO).

CCN : Comité Confédéral National (parlement de la CGT, composé des représentants des Fédérations professionnelles et des Unions départementales).

CGT : Confédération Générale du Travail (fondée en 1895).

Chômer : faire grève.

Classe ouvrière : ensemble des travailleurs salariés, comprenant les ouvriers proprement dits, mais aussi les employés, techniciens, ingénieurs, etc. qui participent au processus de production.

CRRI : Comité pour la Reprise des Relations Internationales (entre syndicats et partis socialistes des pays en guerre), fondé en novembre 1915.

FNSI : Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs (fondée en 1905).

FSMEL (ou **FMEL**) : Fédération des Syndicats des Membres de l'Enseignement Laïque (nouveau nom de la FNSI à partir de 1919, suite à l'élargissement de la FNSI à tous les degrés de l'enseignement).

Internationale ouvrière : Internationale socialiste ou Deuxième Internationale, fondée en 1889 par Friedrich Engels (elle existe encore aujourd'hui).

IC : Internationale communiste (1919 - 1943).

LDH : Ligue des Droits de l'Homme.

Mouvement ouvrier : ensemble des organisations de salarié-e-s, qu'il s'agisse des syndicats, des partis politiques partisans de la transformation de la société ou encore des coopératives, qu'elles soient de production ou de consommation.

Ordre du jour : motion proposée au vote d'une réunion publique des syndicats ou d'un parti ouvrier (PS, PC) dans les années 1910/1920.

PC : Parti communiste (fondé en décembre 1920). Le « F » pour « français » n'est apparu systématiquement qu'à la fin des années Trente, à l'époque du Front populaire : jusque là, le nom officiel complet était *PC (SFIC)*.

SFIC : Section française de l'Internationale communiste (autre nom du Parti communiste, entre 1921 et 1943).

PSU : Parti Socialiste Unifié, nom du Parti socialiste après l'unification en 1905 de tous les groupes socialistes concurrents, sous la houlette de Jean Jaurès : jusqu'à la scission de décembre 1920 entre socialistes et communistes, le nom complet est *PSU (SFIO)*.

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière (autre nom du Parti socialiste, de 1905 à 1971).

SPD : Parti Social-démocrate d'Allemagne (fondé en 1875).

SRA : Service de Renseignements aux Armées.

UD : Union départementale (de syndicats).

UL : Union locale (de syndicats).

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques (fondée en décembre 1922).

En guise d'introduction

Le projet de cette étude des conséquences de la Première Guerre mondiale sur le mouvement ouvrier angevin remonte à plus de trente ans. Ce cahier et les deux autres qui vont suivre sont le résultat d'un patient travail de lecture de documents parfois très fragiles, voire en lambeaux, du fait du mauvais papier utilisé à l'époque par la presse ouvrière, mais heureusement le plus souvent en bon état, consultés tant aux Archives nationales qu'aux Archives départementales de Maine-et-Loire, et ayant donné lieu à plusieurs gros classeurs de notes accumulées au fil du temps, entre réunions syndicales, politiques, associatives... et mon travail d'enseignant en collège. Le tout entremêlé de nombreuses lectures sur le sujet, au rythme des parutions, comme on pourra le constater en lisant la bibliographie.

Pour certains historiens ou historiennes, le communisme français était en quelque sorte un article d'importation, une « greffe » effectuée de l'extérieur sur le mouvement ouvrier français à la suite de la Révolution bolchévique d'octobre 1917 en Russie. Avec en sous-entendu : sans cette fameuse révolution, la création d'un Parti communiste important n'aurait jamais vu le jour en France, et subsidiairement (au début des années 90) : puisque l'URSS a disparu, sa raison d'être n'existe plus, et l'ensemble des organisations se réclamant du communisme ne seraient donc ni plus ni moins que des « dinosaures » politiques voués à une extinction prochaine...

L'idée directrice de ce travail est au contraire de montrer comment, au niveau local comme au niveau national ou international, des esprits libres, non manipulés par diverses propagandes, ont réagi aux affres de la guerre, et ont finalement convergé dans ce qui peut être considéré comme la réaffirmation des bases du socialisme ou du communisme tel qu'il était pensé dès 1848 par Karl Marx et Friedrich Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »¹. Ainsi, de toute façon, les renoncements, pour ne pas dire trahisons, d'août 14 ne pouvaient mener qu'à une fracture du mouvement ouvrier.

La période couverte par cette étude commence donc avec l'entrée en guerre de l'Europe en août 1914, guerre opposant la Triple Entente (France, Empire russe, Royaume-Uni) aux « Empires centraux » (Allemagne, Autriche-Hongrie), ces derniers étant alliés à l'Empire turc ottoman. Elle se termine avec l'année 1924, qui correspond à la fois à la mort de Lénine (21 janvier), à la « bolchévisation » du Parti communiste mais aussi à des purges en son sein et à la reconnaissance de l'URSS par la France (28 octobre).

Pour des raisons pratiques, nous avons divisé ce travail en trois volets :

- le présent cahier, qui couvre la période de la guerre (d'août 1914 au 11 novembre 1918),
- un second, qui traitera des années 1919 et 1920, traversées par un puissant mouvement social porteur de grandes espérances sociales et par le grand débat autour de l'adhésion ou non des syndicats et/ou du Parti socialiste à l'Internationale communiste,
- un troisième et dernier cahier, qui portera sur les débuts du Parti communiste en Anjou (1921-1924), ses débats internes et son fonctionnement, avant ce qu'on appelle couramment la stalinisation, c'est-à-dire la caporalisation du PCF et de la CGTU.

Pour terminer, je voudrais rendre ici un hommage appuyé aux personnels des Archives départementales de Maine-et-Loire sans qui ce travail n'aurait pu exister.

¹ Phrase finale du *Manifeste communiste*, publié en allemand à Londres en janvier 1848.

Les principaux personnages cités dans ce cahier



Gabrielle Bouët



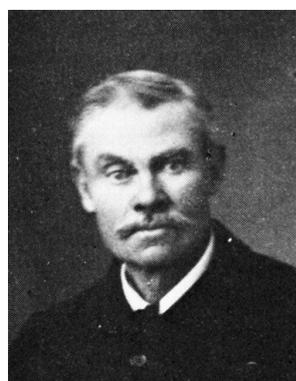
Louis Bouët



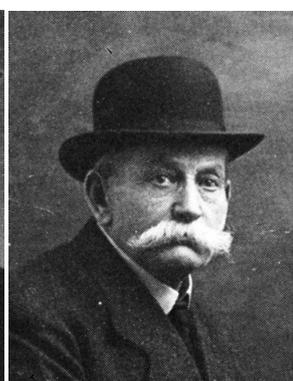
Edmond Bazot



Louis Bouteux



Ludovic Ménard



André Bahonneau



Alphonse Merrheim



Hélène Brion



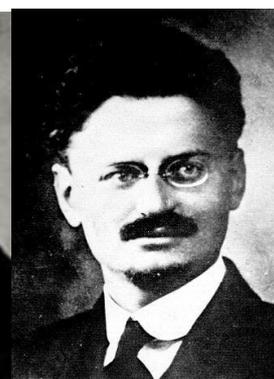
Fernand Loriot



Léon Jouhau



Pierre Monatte



Léon Trotsky

Douze photos, six militant-e-s angevin-e-s et six dirigeants ayant eu des responsabilités nationale ou internationale, mais dix hommes pour deux femmes. On l'aura remarqué, les femmes sont rares dans cette galerie de portraits... Il faut bien le dire, le mouvement ouvrier qu'il soit angevin ou national, était très majoritairement masculin, spécifiquement dans ses instances de direction. Mais l'iconographie féminine est aussi assez rare pour la période, et par exemple nous n'avons pas trouvé de photo clairement identifiable de Louise Saumoneau qui aurait dû pourtant figurer ici aux côtés de Fernand Loriot. Sur douze acteurs, relevons aussi qu'il y a quatre instituteurs et deux institutrices, quatre ouvriers, un correcteur d'imprimerie (Monatte) et un militant professionnel (Trotsky).

1914 : PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, EGORGEZ-VOUS !²

LA GAUCHE SOCIALISTE ET SYNDICALISTE ANGEVINE FACE A LA GUERRE ET AUX REVOLUTIONS RUSSES DE 1917

En toute logique, telle que Marx l'envisageait, la révolution socialiste devait surgir d'abord dans une grande puissance capitaliste, là où le capital avait produit par millions d'individus son futur fossoyeur, le prolétariat, ouvrier principalement³, c'est-à-dire en Angleterre, en France et surtout en Allemagne. Pourquoi plutôt ce dernier pays ? Parce que c'est là, dans le pays d'origine des fondateurs du « marxisme » (Marx avait horreur du terme), que le prolétariat était le plus organisé sur tous les plans : en 1914 en effet, le Parti social-démocrate allemand (SPD) comptait 1 million de membres et 30 000 permanents, et la confédération syndicale qu'il dirigeait avait 2 millions et demi d'adhérents. Aux dernières élections législatives avant la guerre (1912), le SPD avait obtenu 4 250 000 voix (34,8 %) et 110 députés au Reichstag (parlement). De fait, par son influence, c'était le premier parti en Allemagne, mais aussi le parti-phare des socialistes du monde entier, notamment de la fraction guesdiste⁴ du socialisme français... ainsi que d'un certain Lénine, alors l'un des animateurs de l'aile dite « bolchévik⁵ » du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, dont les membres étaient quant à eux persécutés et voués à une clandestinité quasi-totale dans leur pays, sauf à s'exiler.

La Première Guerre mondiale - première grande boucherie impérialiste pour un autre partage du monde - fit voler en éclats tous ces espoirs de libération sociale, à commencer par le prestige international de la puissante social-démocratie allemande : car, en contradiction avec tous les mandats pacifistes qu'elle avait votés jusque là dans ses congrès, le 4 août 1914 le groupe parlementaire SPD s'aligna purement et simplement sur ses anciens adversaires de classe, sur les représentants des hobereaux et du grand capital, et vota les crédits de guerre⁶. Soumis à la même pression nationaliste, la plupart des autres partis socialistes européens concernés par la guerre firent de même, à l'exception des Russes, des Serbes et des Italiens. Lénine dénonça alors la faillite de l'Internationale socialiste, dont le SPD était le pivot, et appela dès lors à en fonder une nouvelle.

Résister à la vague chauvine et à la répression

En attendant cette refondation, il était très difficile de s'organiser pour ceux des socialistes ou des syndicalistes qui n'avaient pas renié leurs positions antimilitaristes d'avant-guerre: la plupart étaient sur le front où beaucoup périrent, à l'arrière les réunions étaient étroitement surveillées quand elles n'étaient pas interdites, et la presse était soumise à une censure tatillonne. Restait la correspondance personnelle. En Maine-et-Loire, celle de l'instituteur syndicaliste Louis Bouët, militant de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs (FNSI) affiliée à la CGT, a été préservée. Elle est consultable aux Archives Nationales. On peut y lire entre autres l'évolution des sentiments des militants, depuis le découragement de 1914 jusqu'aux immenses espoirs des années 1918-1920.

² Phrase inspirée de celle de Rosa Luxemburg dans le texte intitulé *La reconstruction de l'Internationale*, écrit en février 1915.

³ Rappelons que pour Marx le prolétariat comprend l'ensemble des travailleurs qui participent au processus de production et de circulation de la marchandise. Il ne se limite donc pas aux ouvriers d'usine.

⁴ Du nom de Jules Guesde (1845-1922), un des introducteurs - et simplificateurs - du marxisme en France.

⁵ Bolchevik signifie « majoritaire » en russe, en référence au congrès de 1903 - tenu en exil - où Lénine et ses partisans l'emportèrent ponctuellement sur la tendance socialiste adverse, dite « menchevik » (minoritaire).

⁶ Les 14 députés socialistes qui y étaient opposés, dont Karl Liebknecht (1871-1919), le fils d'un des fondateurs du SPD, respectèrent en effet à ce moment-là la discipline de parti.

Précisons au passage que Louis Bouët et sa compagne Gabrielle étaient dans le collimateur des autorités depuis des années : fondateurs des premiers syndicats d'institutrices et d'instituteurs à une époque où les fonctionnaires n'avaient pas le droit de se syndiquer, ils étaient aussi déterminés à joindre l'action de leur fédération à celle de la CGT, alors dirigée par les syndicalistes révolutionnaires. De surcroît Louis Bouët appartenait à l'extrême-gauche révolutionnaire et antimilitariste du Parti socialiste unifié de Jean Jaurès. Pour toutes ces raisons, il était inscrit sur une liste rouge de l'appareil de répression appelée « carnet B⁷ », dont les membres devaient être purement et simplement internés en cas de guerre. Pourtant, il y échappa, car en août 1914 la direction de la CGT, entre autres son secrétaire Léon Jouhaux, avait entretemps tourné sa veste, et monnayé la non application du carnet B contre son soutien à la guerre impérialiste. De plus, si Louis Bouët avait été mobilisé à la déclaration de guerre (il avait 34 ans), il fut réformé quelques jours après, le 14 août, ce qui lui permit d'échapper au massacre. Le ralliement de la CGT au niveau national n'empêcha pas la droite réactionnaire locale, malgré les hymnes hypocrites à l'union nationale et à la fin des partis, de tenter à plusieurs reprises de faire révoquer Louis Bouët de l'Enseignement. C'est ainsi que le maire de la commune de Saint-Georges Châtelais⁸ où enseignaient les Bouët, le vicomte de Monti, l'accusa d'avoir profité de la distribution des prix au mois de juillet pour dénoncer « les nobles et les curés » comme responsables des guerres... Le préfet fit une enquête, qui s'avéra négative, et c'est le maire qui fut blâmé par les autorités... La surveillance des Bouët continua cependant, accompagnée parfois de perquisitions.

Gabrielle et Louis Bouët suivaient l'actualité, du moins le peu d'informations que la presse laissait passer concernant les positions du mouvement ouvrier international sur le conflit en cours. Ils apprirent ainsi par *L'Humanité* du 29 septembre 1914 que Karl Liebknecht s'était opposé dès le mois d'août au vote des crédits de guerre, puis le 10 décembre suivant qu'il avait voté contre leur reconduction : pour lui en effet, la guerre menée par l'Allemagne n'était pas défensive. L'information passa dans *L'Humanité* malgré la censure car elle semblait conforter le point de vue du gouvernement français (qui prétendait faire une guerre défensive face à l'agression allemande), alors que Liebknecht - comme les antimilitaristes français - s'opposait en réalité à toute forme d'Union sacrée derrière tout gouvernement bourgeois. En effet, pour eux, tous les impérialismes étaient coresponsables du déclenchement de la guerre, car ils avaient tous des objectifs de conquête : l'Allemagne voulait étendre son Empire colonial au détriment de la France et du Royaume-Uni, l'Empire russe voulait contrôler les Détroits (Bosphore, Dardanelles) qui appartenaient à l'Empire ottoman, la France voulait récupérer l'Alsace-Lorraine annexée par la Prusse en 1871, etc. Aussi, savoir qu'ils n'étaient pas isolés fut un réconfort pour les militants angevins, peu nombreux il est vrai.

Un de leurs amis, Pierre Monatte⁹, avait d'ailleurs démissionné fin 1914 du Comité confédéral national (CCN) de la CGT pour protester contre le ralliement de la centrale à l'Union sacrée. Tout au long de la guerre, d'ailleurs, le courant des opposants à l'Union sacrée et des partisans du retour à la paix ne fit que s'accroître, et ce malgré la répression étatique. Ainsi, au sein même du CCN, les minoritaires pacifistes représentaient déjà plus du quart des mandats à la réunion des 14 et 15 août 1915 (très précisément 26 contre 78 à la motion présentée par Jouhaux). A cette date, la guerre avait déjà fait des centaines de milliers de victimes des deux côtés du front.

La position d'avant-garde du Syndicat des Instituteurs de Maine-et-Loire, certes très minoritaire à cette époque y compris dans son milieu, était aussi nette que conforme à ses positions d'avant-guerre. Dans une résolution adoptée le 15 juillet 1915, ils écrivaient : « Les organisations ouvrières

⁷ Cf. notre article dans le Cahier du CESA n° 5, *Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30*, 24 p., avril 2013, consultable en ligne : <http://cesa49.free.fr/spip.php?article2>.

⁸ Devenue Saint-Georges-sur-Layon en 1929.

⁹ Pierre Monatte (1881-1960) fut en 1909 l'un des fondateurs - avec Alfred Rosmer (1877-1964) - de la revue syndicaliste révolutionnaire *La Vie Ouvrière*, et l'une des grandes figures de ce courant politico-syndical au cours de la première moitié du 20^e siècle.

des pays belligérants doivent se concerter dans le plus bref délai possible en vue de préparer la paix, même une paix basée sur le statu quo d'avant la guerre », et « la CGT française [est invitée] à provoquer dans sa réunion du 15 août [1915] une conférence internationale qui contribuerait à l'établissement de cette paix »¹⁰.

Si cette orientation fut rejetée par la majorité de la direction de la CGT, elle n'empêcha pas les minoritaires tant du Parti socialiste que de la CGT de reprendre contact par-delà les frontières, notamment à l'occasion de la conférence qui se tint du 5 au 8 septembre 1915 dans le petit village suisse de Zimmerwald, à laquelle participèrent 38 délégués, la fine fleur des internationalistes de l'époque, ceux qui n'avaient pas renié leurs engagements d'avant-guerre, et qui n'étaient pas non plus embastillés. Louis Bouët fut d'ailleurs informé le jour même de la tenue de la conférence par un courrier de Fernand Lorient¹¹ où l'on pouvait lire : « Une conférence secrète se tient en Suisse. Merrheim¹² est parti avec Bourderon¹³ ».

Effectivement, à cette conférence la CGT française fut représentée par ces deux militants de sa minorité qui y signèrent une courageuse déclaration commune de militants « socialistes et syndicalistes français et allemands ». Celle-ci réaffirmait la dénonciation de l'Union sacrée et la lutte de classe, « base [de] la constitution de l'Internationale socialiste »¹⁴, ainsi que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Louis Bouët tenta alors d'organiser avec Merrheim un compte rendu de Zimmerwald à destination des syndiqués angevins, dans le but évident d'organiser la résistance à la guerre. Il se heurta à l'inertie de l'appareil syndical local. Ainsi, l'un de ses deux représentants les plus éminents, André Bahonneau¹⁵ (l'autre étant l'ardoisier Ludovic Ménard¹⁶) avait déjà expliqué à Bouët, dans un courrier du 3 août 1915, que la Bourse du Travail d'Angers était totalement paralysée : « Nous avons eu, l'autre soir, une réunion excessivement orageuse [...], les uns ne voulant à aucun prix entendre parler de paix, avant que le dernier des « boches » ne soit exterminé ; d'autres qui au contraire, s'associent à votre proposition, ne demandaient pas mieux que d'en discuter. Mais comme le premier parti criait plus fort, nous dûmes nous séparer sans avoir pris aucune décision ».

Une réunion zimmerwaldienne à Angers ?

Prié en décembre de trouver une salle pour permettre aux militants d'entendre Merrheim, Bahonneau répondit¹⁷ qu'il lui fallait l'accord de la Commission Administrative (CA) de la Bourse du Travail, mais qu'il serait de toute façon difficile de se réunir à la Bourse même, « la grande salle servant à un atelier de guerre » leur ayant été « complètement enlevée ». Quant à la Coopérative

¹⁰ Archives de Louis Bouët.

¹¹ Lettre de Fernand Lorient à Louis Bouët, 5 septembre 1915. Lorient (1870-1932), instituteur et membre de la minorité pacifiste du Parti socialiste, participera comme Bouët à la fondation du Parti communiste au congrès de Tours, en décembre 1920.

¹² Alphonse Merrheim (1871-1925), secrétaire de la Fédération des Métaux.

¹³ Albert Bourderon (1858-1930), secrétaire de la Fédération du Tonneau de la CGT, était aussi membre du Parti socialiste.

¹⁴ Les signataires allemands étaient Adolf Hoffmann, député au Landtag [parlement régional] de Prusse et surtout Georg Ledebour (1850-1947), député au Reichstag. Le texte intégral de cette déclaration est reproduit dans *Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte*, présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland, Maspero, 1968, pages 183-184.

¹⁵ Ouvrier ardoisier, André Bahonneau (1848-1918) était secrétaire de l'Union départementale CGT depuis sa mise en place en 1913.

¹⁶ Lui aussi ouvrier ardoisier, Ludovic Ménard (1855-1935) était le principal pilier du syndicalisme dans ce secteur, dont il obtint la fusion avec celui des Mineurs dans la Fédération des travailleurs du sous-sol de la CGT en 1910. Ancien militant socialiste révolutionnaire, converti à l'anarchisme en 1889, il rallia le Parti socialiste unifié en 1905 et s'éloigna ainsi du courant libertaire. Il appartient aussi à la franc-maçonnerie angevine, devant laquelle il présenta une « causerie » sur « l'idée de patrie » en 1909.

¹⁷ Lettre de Bahonneau à Bouët, 27 décembre 1915.

d'Angers-Doutre, qui servait aussi de salle de réunion avant-guerre, elle « sert de cantonnement à la troupe, ainsi que du reste les quelques salles que, à la rigueur, nous aurions pu nous servir [sic] ». Dans un courrier ultérieur, Bahonneau indiqua à Bouët que la CA avait donné son accord de principe pour une conférence faite par Merrheim, mais il énumérait à nouveau plusieurs obstacles. D'abord des problèmes d'argent, car il fallait financer le voyage de l'orateur ainsi que l'impression d'affiches. Or selon lui, depuis la mobilisation les syndicats affiliés à la Bourse ne lui avaient pas versé un centime. De plus, il estimait que si la réunion était réservée aux syndiqués, « il n'y aura[it] presque personne », car selon lui il n'y avait que 6, 8 ou 10 présents au maximum aux réunions qu'il convoquait. Il faudrait donc que ce soit une réunion publique.

Entretemps, Merrheim avait écrit une brochure de compte rendu de Zimmerwald qu'un autre instituteur militant, Edmond Bazot, avait lue et qu'il trouvait « animée du meilleur esprit internationaliste »¹⁸. Cependant, cet ami de Louis Bouët était complètement désabusé par l'attitude des directions de la CGT et du Parti socialiste, entre autres par le retournement complet de Gustave Hervé¹⁹, ancien chef de file des antimilitaristes d'avant-guerre devenu militariste outrancier (Bazot, comme Bouët étaient alors tous deux « hervéistes »). Et il ajoutait : « Les partisans de la paix – ne pouvant compter sur les organisations officielles françaises et allemandes – ne devront compter que sur eux-mêmes. [...] Et espérons que la minorité finira par entraîner les masses ». Trois semaines plus tard, à l'instar de Georges Pioch, un journaliste pacifiste, Bazot estimait que « l'attitude de Merrheim et Bourderon [avait] sauvé l'honneur du socialisme international »²⁰.

On comprend donc l'impatience des militants angevins devant la perspective d'une réunion publique avec Merrheim. Celui-ci avait d'ailleurs pu s'exprimer après Zimmerwald devant 150 à 200 personnes à la Bourse du travail de Tours, même si le public, acquis à la cause de la paix, l'était surtout « pour des raisons humanitaires » si l'on en croit Louis Boutreux, un autre compagnon de syndicalisme des Bouët, alors mobilisé comme secrétaire dans un hôpital de cette ville²¹.

Dans cette même période, bien entendu, Louis Bouët avait également contacté l'incontournable Ludovic Ménard. Ce dernier accepta le principe d'une réunion, mais à condition qu'elle soit « intime » : il refusa donc de la tenir salle de la Maraîchère (au cœur du bassin ardoisier de Trélazé), lui préférant la « Coopérative ». Toutefois, dans ce même courrier, Ménard s'affirmait en complet désaccord avec Merrheim et Bouët sur la perspective d'une paix sans annexions ni indemnités qui ne ferait que « consacrer » le militarisme allemand. Il ajoutait que les socialistes et syndicalistes allemands, « à part Liebknecht et une demi-douzaine d'autres » adoraient « leur abominable Kaiser ». Pour lui, il n'y avait de militarisme qu'allemand, seule l'Allemagne était responsable de la guerre, et si des Allemands « semblent fatigués de la longueur des hostilités, c'est que contre toutes prévisions, leur but d'asservissement général de l'Europe, que dis-je !, du monde, est manqué »²². On comprend que Ménard, investi depuis la déclaration de guerre aux côtés des notables locaux dans

¹⁸ Lettre d'Edmond Bazot à Louis Bouët, 1^{er} novembre 1915. Edmond Bazot (1890-1933), instituteur originaire d'Ambillou-Château, avait été versé dans les services auxiliaires de l'armée en raison de sa faible constitution. En 1917, il était sur le front. Communiste après le congrès de Tours, il fut exclu du PC en même temps que les Bouët, à la fin des années 20. Il mourut d'une pneumonie en décembre 1933.

¹⁹ Gustave Hervé (1871-1944) agrégé d'histoire, antimilitariste notoire avant-guerre, animateur du courant d'extrême-gauche antiparlementaire du Parti socialiste SFIO, plusieurs fois emprisonné avant 1914, se rallia à la Défense nationale en 1914. Après la guerre il poursuivit cette dérive vers la droite, voire l'extrême-droite. En 1936, il publia une brochure favorable à un Etat fort intitulée « C'est Pétain qu'il nous faut ! ».

²⁰ Lettre d'Edmond Bazot à Louis Bouët, 23 novembre 1915.

²¹ Lettre de Louis Boutreux à Louis Bouët, 21 décembre 1915.

²² Lettre de Ludovic Ménard à Louis Bouët, 15 décembre 1915, à en-tête du Syndicat des Ardoisiers, section de Trélazé. Voir l'intégralité de cette lettre en annexe.

des organismes institués par le préfet²³, ne souhaitait ni s'investir dans le combat pacifiste, ni même éventuellement lui permettre de se développer sans lui.

Malgré tout, l'espoir d'une réunion avec Merrheim demeurait. D'un côté, l'obstacle financier à sa tenue sembla levé le 20 janvier, quand Louis Boutreux, trésorier du syndicat des instituteurs, informa Bouët que le syndicat pouvait en prendre les frais à sa charge. Mais le 14 février 1916, Bahonneau, qui se remettait péniblement d'une bronchite, écrivit à Bouët de lui confirmer par télégramme la venue de Merrheim pour le dimanche suivant 20 février, sachant qu'il préférerait reculer l'échéance pour mieux la préparer. Merrheim lui-même, qui se disait malade et surmené²⁴, avait commencé à hésiter devant la perspective d'une réunion publique²⁵, qui serait selon lui interdite à coup sûr, et proposait désormais une conférence privée. Dans ce même courrier, il faisait état du retard dans l'acheminement des lettres, qu'il attribuait à la « censure et [au] cabinet noir ». Il proposait un ordre du jour à l'intitulé neutre : « la situation générale et les syndicats »..., des convocations remises en mains sûres (secrétaires de syndicats) et conseillait aussi à Bouët d'adopter des méthodes conspiratives : « Quand vous m'écrivez à ce sujet, ne mettez pas votre lettre à Chatelais, mais ailleurs, et adressez-la à un de vos amis peu en vue à Paris en le priant de me l'apporter lui-même rue Grange-aux-Belles²⁶ ».

De fait, la réunion, évoquée aussi par Bazot²⁷, avait bel et bien été prévue pour le matin du dimanche 20 février, mais elle fut annulée dans les conditions suivantes, racontées par Merrheim lui-même²⁸ : « Je viens d'apprendre que la Sûreté d'Angers, d'accord avec la Sûreté Générale, a fait une enquête à Angers même sur les causes et la date des réunions. Il ne lui a pas été difficile d'être fixé, étant renseigné d'avance par les fuites qui ont dû se produire à Angers même ». Prévenu qu'il serait dès son arrivée à Angers « retenu » le temps de la réunion, Merrheim se pose la question de l'utilité du déplacement et propose de « retarder d'un mois ces réunions ». Et il ajoute : « Dans un mois, on les organisera avec, comme sujet : « Le travail et les salaires des femmes dans la Métallurgie. L'importance que la main d'œuvre féminine prendra dans l'avenir et du fait de la guerre ». Mais la ruse est éventée, et Merrheim est finalement obligé d'informer Bouët²⁹ qu'on lui « interdit, actuellement, toutes réunions corporatives et même les réunions des conseils syndicaux », comme par exemple le 9 avril à Lyon. Finalement, Alphonse Merrheim ne viendra pas à Angers. Plus tard, en 1918, il se ralliera à Jouhaux et à la majorité de la CGT.

Du 24 au 30 avril 1916, une seconde réunion internationale eut lieu à Kienthal, toujours en Suisse. Cette fois, Merrheim et Bourderon ne reçurent pas de visa pour y participer, et furent remplacés pour composer la délégation française par trois députés socialistes, Alexandre Blanc³⁰, Jean-Pierre Raffin-Dugens³¹ et Pierre Brizon³². Instituteur public, Raffin-Dugens connaissait bien Louis Bouët à qui

²³ Cf. François Lebrun, Alain Jacobzone, *Ludovic Ménard (1855-1935), fondateur du syndicalisme ardoisier*, Musée de l'Ardoise, Trélazé, 1985, 64 pages. Les fonctions occupées par Ludovic Ménard pendant la guerre sont énoncées page 54 : il s'agit des comités d'action économique et de taxation des denrées, de la commission d'alimentation, où Bahonneau et lui côtoient à partir de 1915 les élus de droite conservateurs et royalistes.

²⁴ Lettre d'Alphonse Merrheim à Louis Bouët, 3 janvier 1916.

²⁵ Lettre d'Alphonse Merrheim à Louis Bouët, 14 janvier 1916.

²⁶ Siège national de la CGT dans le 10^e arrondissement de Paris depuis 1907.

²⁷ Lettre d'Edmond Bazot à Louis Bouët, 17 février 1916.

²⁸ Lettre d'Alphonse Merrheim à Louis Bouët, 11 février 1916.

²⁹ Lettre d'Alphonse Merrheim à Louis Bouët, 21 avril 1916.

³⁰ Alexandre Blanc (1874-1924), député socialiste (1906-1910 et 1914-1919) puis communiste (1920-1924) du Vaucluse.

³¹ Jean-Pierre Raffin-Dugens (1861-1946), instituteur, député de l'Isère (1910-1919), militant communiste dans les années 20, puis trotskyste (candidat du Parti communiste internationaliste à la Libération).

³² Pierre Brizon (1878-1923), professeur, député de l'Allier (1910-1919), s'est opposé au défaitisme révolutionnaire de Lénine à la Conférence de Kienthal. Il adhère au Parti communiste en 1921 mais en est exclu

il écrivit le 26 juin suivant, sur papier à en-tête de la Chambre des députés : « Nous sommes allés à Kienthal. Je serais allé à Zimmerwald si j'avais été prévenu. Nous avons, en guise de repentir, mis la CAP³³ en accusation. Nous avons voté contre les crédits [militaires]. [...] Quoi qu'il doive arriver, nous pourrions dire que, contre vents et marées, nous avons tenu bon ». Cela dit, si Raffin-Dugens lui non plus ne vint pas à Angers soutenir la minorité pacifiste, c'est lui qui permit la tenue du congrès de la Fédération des Instituteurs les 14 et 15 juillet 1916 à Paris : ce rendez-vous annuel avait été interdit par le gouvernement, mais Raffin-Dugens intervint auprès du ministre de l'Intérieur, Malvy, et obtint la levée de la mesure... à condition que le congrès s'en tienne aux questions corporatives. Après quelques flottements avec la police, le congrès put donc quand même se tenir à la Maison des Syndicats, 33 rue de la Grange-aux-Belles et - entre autres décisions - « approuver l'attitude de la minorité révolutionnaire qui [s'était] associée aux manifestations de Zimmerwald et de Kienthal » (résolution proposée par le syndicat de Maine-et-Loire)³⁴.

Comment Trotsky a failli venir en Anjou

On trouve aussi dans la correspondance des Bouët deux lettres de Léon Trotsky, qui les avait rencontrés au cours du même été 1916. Dans la première, le futur opposant à Staline, qui résidait alors à Paris où il fréquentait le « noyau » qui éditait depuis 1909 la revue *La Vie Ouvrière*, disait regretter de ne pouvoir se rendre chez eux [à leur adresse provisoire parisienne, 7 rue du Général-Brunet, dans le 19^e arrondissement] et leur demandait leur « adresse permanente [en Anjou]»³⁵. Il ajoutait : « Comme correspondant d'un journal russe (de Kieff³⁶), je fais souvent des voyages et si vous permettez je vous visiterai dans votre ville ». Mais quelques jours plus tard, dans un second courrier³⁷, il leur annonça son expulsion du territoire français vers la Suisse³⁸, « ce petit trou neutre entre quatre puissances en guerre », avec le commentaire suivant : « On est là-bas bien placé pour suivre (passivement !) les événements et leurs reflets dans la presse, mais je préférerais rester dans un pays où l'histoire « se fait ». Mais la Russie, l'Angleterre et la France d'un côté - l'Allemagne et l'Autriche de l'autre, étant fermés pour moi, l'Europe est devenue trop restreinte ». Malgré l'adversité, l'amitié entre les Trotsky et les Bouët, qui étaient de la même génération³⁹, se prolongera après la guerre, et au-delà, dans l'opposition au stalinisme.

Réactiver les syndicats

Dans l'été 1916, après deux longues années de guerre et d'apathie syndicale⁴⁰, la petite équipe d'institutrices et d'instituteurs syndicalistes-révolutionnaires regroupée autour des Bouët estima

en 1922. Il participe alors brièvement au lancement d'une « Union socialiste communiste » intermédiaire entre le PC et le PS.

³³ La CAP (Commission Administrative Permanente) était l'organe exécutif du Parti socialiste SFIO.

³⁴ François BERNARD, Louis BOUËT, Maurice DOMMANGET, Gilbert SERRET, *Le syndicalisme dans l'Enseignement, Histoire de la Fédération de l'Enseignement des origines à l'unification de 1935*, tome 2, Collection « Documents de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, non daté (1969), pages 38-39.

³⁵ Lettre de Léon Trotsky à Louis et Gabrielle Bouët, 2 septembre 1916.

³⁶ Orthographe de l'époque pour Kiev, la capitale ukrainienne actuelle. Le journal en question est la *Kievskaya Mysl*.

³⁷ Lettre de Léon Trotsky à Louis et Gabrielle Bouët, 13 septembre 1916. A l'époque, la rentrée scolaire se faisait le 1^{er} octobre, ce qui explique que les Bouët aient été encore à Paris à la mi-septembre.

³⁸ En fait, ce sera - pour un temps seulement - l'Espagne, puis New-York, où il arriva le 3 janvier 1917. Trotsky était expulsé pour avoir défié la censure française en rendant compte en détail de la conférence de Zimmerwald dans son journal édité à Paris (en russe), *Naché Slovo* (Notre parole). Cf. Pierre Broué, *Trotsky*, Fayard, 1988, pages 156-157.

³⁹ Lev Davidovitch Bronstein, dit Trotsky, était né le 7 novembre 1879, Louis Bouët le 6 avril 1880.

⁴⁰ Pour donner un exemple, signalons seulement que même le petit « bulletin mensuel du syndicat des institutrices et instituteurs publics de Maine-et-Loire », *L'Emancipation*, ne parut pas entre l'été 1914 et octobre 1916. Ce bulletin publiait alors une partie de ses articles en « orthographe simplifiée ».

avoir suffisamment « médité » et réclama de l'action⁴¹. Une réunion fut envisagée à Angers. Un militant contacta Bahonneau, qui lui dit que « l'inaction [commençait] à lui peser »⁴². Le militant ajoutait : « Peut-être va-t-il se décider à préparer un congrès départemental de nos organisations [de la CGT] malgré le peu de vitalité qu'elles manifestent. Les cheminots commencent néanmoins à secouer leur inertie. [...] J'ai usé de toutes mes forces de persuasion pour montrer à Bahonneau l'excellence de son initiative... s'il se décidait à la prendre ». En octobre, un autre militant, Vaudeschamps, lui aussi instituteur⁴³, indiqua à Bouët qu'il allait demander une salle à Bahonneau pour le 1^{er} novembre. Il ajoutait concernant le secrétaire de la Bourse du Travail : « Si ce moribond rechigne, nous en prendrons note, et bonne note. Je lui parlerai également de l'Union des Syndicats, à réunir en congrès avant décembre ». Vaudeschamps, futur secrétaire de la Fédération socialiste de Maine-et-Loire en 1918 et militant communiste après le congrès de Tours, reprochait cependant à Bouët d'être « trop remuant » et de vouloir « faire la Révolution tout de suite », en ajoutant : « Veux-tu de Châtelais faire naître l'agitation dont l'impossibilité décourage Merrheim à Paris ? ». Malgré tout, Vaudeschamps était d'accord avec Bouët pour « préparer la Révolution » en formant « le bloc des purs » qui fera « boule de neige », mais qui « ne pourra agir, à moins d'un imprévu bien impossible, très probablement, qu'après la guerre »⁴⁴.

L'action syndicale et le mouvement gréviste étant toujours au point mort en cette année 1916, une partie de l'énergie des militants commença à se déplacer vers le champ politique. C'est ainsi que Louis Boutreux fit état de sa rencontre avec le pasteur socialiste Chevalley⁴⁵ dans le train qui les emmenait de Saumur à Tours : il décrivait ce dernier comme un « auditeur attentif et charmé devant le récit de Zimmerwald » et le considérait comme « propagandiste probable ». Dans une lettre ultérieure, Boutreux précisa même qu'il était « un esprit avancé, pacifiste très connu, sympathique », et qu'il « [avait fait] des conférences jugeant sévèrement les impérialismes en 1913-1914 »⁴⁶. Chevalley, toutefois, n'alla pas au-delà de positions strictement pacifistes.

À la fin de l'année, Louis Bouët reçut une convocation pour le congrès de la Fédération socialiste de Maine-et-Loire, le premier depuis le déclenchement de la guerre. Ne pouvant y assister, il en profita pour donner par écrit l'intégralité de son point de vue, que nous reproduisons ici :

« Nous désirons ardemment que vous travailliez pour la Paix. C'est l'œuvre urgente que le Socialisme n'aurait jamais dû perdre de vue.

Nous n'osons plus dire la paix sans annexions, hélas ! puisque les gouvernants allemands sont de plus en plus victorieux, mais nous disons : une paix qui se fera le plus possible sur les bases du statu quo ante bellum, car cette paix-là montrera, mieux que tous les discours, l'inutilité, l'imbécillité de la plus monstrueuse des guerres.

Les dirigeants anglais, français et russes auraient dû prendre en considération en décembre 1914, la proposition de Wilson, acceptée par l'Allemagne ! [...]

⁴¹ Lettre de Louis Boutreux à Louis Bouët, 26 juillet 1916.

⁴² Rochard à Louis Bouët, 7 août 1916.

⁴³ André Vaudeschamps (1889-1934), avait été réformé en 1914. Communiste convaincu à partir de 1921, il rejoignit pourtant au début des années 30 un groupe de dissidents « socialistes-communistes » dirigé par Paul-Louis et quitta alors la Fédération unitaire de l'Enseignement rattachée à la CGTU pour le SNI affilié à la CGT.

⁴⁴ Vaudeschamps à Bouët, 16 octobre 1916.

⁴⁵ Louis Chevalley (1881-1973), représentant de commerce, bien que zimmerwaldien en 1915, opta pour le Parti socialiste SFIO après la scission de Tours en décembre 1920 et fut premier adjoint socialiste du maire radical d'Angers à la suite des élections municipales de 1925.

⁴⁶ Boutreux à Bouët, 7 et 20 janvier 1916.

D'un point de vue patriotique et national, plus nous attendrons pour faire la paix et plus cette paix sera désastreuse à tous points de vue pour notre pays.

Mais il nous appartient, à nous socialistes, de nous placer surtout au point de vue international et humain. Comment a-t-on pu dire et faire croire un moment dans nos milieux que cet atroce massacre de travailleurs par d'autres travailleurs était la lutte pour le droit et la civilisation, pour la liberté et la justice, alors que le droit se trouvait méconnu sans cesse, la civilisation partout anéantie, alors qu'on supprimait cyniquement toute liberté et qu'on foulait aux pieds toute justice !

Le socialisme n'a-t-il donc pas essentiellement en vue l'émancipation des prolétaires de tous pays ? Est-ce donc en s'entre'égorgeant, pour la plus grande gloire et le plus grand profit de leurs exploiters, que les malheureux s'assureront plus de bien-être dans l'avenir ?⁴⁷ »

1917 : une lueur d'espoir à l'Est avec la révolution russe de février

L'année 1917 commença par des déceptions : ainsi, Edmond Bazot se plaignait des lenteurs de la progression des minorités syndicalistes et socialistes dans leurs organisations respectives⁴⁸. Leur influence avait eu en effet l'occasion de se mesurer, d'abord à la conférence nationale de la CGT qui eut lieu les 24 et 25 décembre 1916 à Paris, puis au XIII^e congrès de la SFIO qui se tint lui aussi dans la capitale du 26 au 28 décembre. A la CGT, Jouhaux conserva une confortable majorité (99 voix contre 27 et 8 abstentions. En revanche, au Parti socialiste, la minorité pacifiste se renforça nettement (1467 mandats contre 1537 pour la majorité au vote sur la reprise des relations internationales)⁴⁹, sa montée étant peut-être responsable, quelques jours auparavant, de la sortie du gouvernement Briand de deux des trois ministres socialistes, Jules Guesde et Marcel Sembat⁵⁰.

Dans le même temps, pour coordonner l'opposition interne aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, s'était créé, au lendemain de Zimmerwald, un groupe de pression autonome, le Comité pour la Reprise des Relations Internationales (CRRRI). Ce dernier, présidé par Merrheim et Bourderon, avait deux sections distinctes, l'une socialiste, l'autre syndicale. Sa secrétaire-adjointe était Louise Saumoneau, secrétaire du groupe des femmes socialistes SFIO depuis 1914 et internationaliste convaincue⁵¹. Ce comité avait vocation à essaimer en province, mais sa mise en place locale fut discutée tardivement entre militants angevins, pas avant les premiers mois de 1917. C'est ainsi qu'Edmond Bazot, qui pensait que « toute action ouverte [allait] être impossible encore pendant des années », demanda à Bouët de « [le] rattacher [au] groupe [de Maine-et-Loire] dès que vous aurez des précisions sur le fonctionnement du Comité pour l'année en cours⁵² ». Dans ce même courrier, Bazot indiquait qu'il venait de lire *Le Feu* d'Henri Barbusse⁵³.

⁴⁷ Bouët à la Fédération socialiste de Maine-et-Loire, 8 décembre 1916.

⁴⁸ Bazot à Bouët, 11 janvier 1917.

⁴⁹ Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Editions Complexe, 1995, page 93, et Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, tome 1, Petite Bibliothèque Payot, 1977, pages 209-210. La gauche zimmerwaldienne critiqua cependant Bourderon et Raffin-Dugens pour s'être rallié à la motion des Longuettistes du congrès socialiste, motion qui selon Louis Bouët soutenait la Défense nationale. Cf. Louis Bouët, *Trente ans de combat*, page 221.

⁵⁰ Le troisième, Albert Thomas, demeura ministre de l'Armement (!) jusqu'en septembre 1917.

⁵¹ Louise Saumoneau (1875-1950), était favorable comme Lénine à la création d'une Troisième Internationale. Fondatrice du Comité de la Troisième internationale issu du CRRRI qui fut à l'origine du basculement de la majorité du Parti socialiste au congrès de Tours de décembre 1920, elle resta cependant au Parti socialiste après la scission et se situa ensuite dans la tendance la plus anticommuniste de ce parti.

⁵² Bazot à Bouët, 7 mars 1917. Louis Boutreux donnera son adhésion, lui aussi, dans un courrier du 18 mai 1917.

⁵³ *Le Feu*, roman tiré de l'expérience personnelle de l'auteur, est paru d'abord en feuilleton, avant d'être publié chez Flammarion en novembre 1916 et d'obtenir le prix Goncourt. Henri Barbusse (1873-1935),

Coïncidence remarquable, le 8 mars 1917, précisément le lendemain de ce courrier, eurent lieu à Petrograd⁵⁴, alors capitale de l'Empire russe, les premières manifestations - essentiellement de femmes - de la Révolution dite de février⁵⁵. Elles aboutirent à la chute du régime tsariste au bout de quelques jours. Le 13 mars, Bazot, qui suivait avec avidité toutes les correspondances de presse en provenance de Russie, releva que selon elles, « le nouveau régime [le gouvernement provisoire dirigé par le prince Lvov, soutenu par le parti (bourgeois) constitutionnel-démocrate et la majorité des socialistes] serait donc plus résolu que le gouvernement du tsar [qualifié d'« autocratie germanophile »] à conduire la guerre jusqu'au bout ». Et, toujours aussi pessimiste, mais lucide sur le court terme des événements russes, Bazot ajoutait que, toujours selon les dépêches, « le peuple qui a versé son sang pour abattre le tsarisme se laissera frustrer des bénéfices de sa victoire par la bourgeoisie libérale. C'est le résultat de toutes les révolutions »⁵⁶.

Quatre jours plus tard, il écrivit de nouveau à Bouët : « Les récents bouleversements survenus en Russie et en France vous apparaissent comme des prodromes de la crise qui terminera la guerre, et en cela je suis de votre avis ». Cependant, à la différence de l'optimisme de Bouët, il ne pensait pas que l'échéance fût proche : « La bourgeoisie a canalisé le mouvement en Russie ». Heureusement cependant, pour lui, « les socialistes russes, internationalistes sincères, ne se laisseront pas facilement mettre en tutelle par les avocats, et leur volonté pacifiste finira peut-être par prévaloir ». Mais un peu plus loin dans ce courrier, en bon connaisseur de l'histoire du mouvement ouvrier français, il faisait le parallèle avec la révolution de 1848, qui avait suscité un grand espoir de république démocratique et sociale, et disait craindre un écrasement des conseils d'ouvriers et de soldats à l'instar des « journées de juin [1848] » qui avaient mis fin à la révolte des ouvriers parisiens⁵⁷.

Bazot, qui entretenait pendant toute cette période une correspondance serrée avec Bouët sur les événements révolutionnaires de Russie, se rattacha à ce moment-là officiellement au groupe de Maine-et-Loire du CRR⁵⁸. Il évoqua un meeting de la Ligue des Droits de l'Homme, au cours duquel « Vandervelde⁵⁹, Renaudel⁶⁰ et Jouhaux [avaient] reçu du peuple de Paris l'accueil que leur apostasie

descendant d'une famille protestante des Cévennes, mais devenu athée, s'était engagé en 1914. Cette expérience, paradoxalement, l'amena au pacifisme. Il participa en 1917 à la fondation de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) et adhéra au Parti communiste en 1923.

⁵⁴ Saint-Petersbourg. Fondée en 1703 par le tsar Pierre le Grand qui en fit sa capitale, son nom fut russifié en 1914 en Petrograd. Elle fut rebaptisée Leningrad après la mort de Lénine en 1924, et reprit son nom d'origine en 1991 à l'issue d'un référendum.

⁵⁵ A l'époque, la Russie utilisait encore le calendrier julien, en retard de 13 jours sur le calendrier grégorien en vigueur en Europe occidentale. Le 23 février russe correspondait donc à notre 8 mars.

⁵⁶ Bazot à Bouët, 19 mars 1917.

⁵⁷ Bazot à Bouët, 23 mars 1917. En juin 1848, les ouvriers parisiens s'étaient soulevés contre la suppression des Ateliers nationaux créés en février par le gouvernement provisoire pour donner du travail et un revenu aux très nombreux chômeurs. Ils furent écrasés par la troupe.

⁵⁸ Bazot à Bouët, 25 mars 1917. En octobre, il versa une cotisation de 3 F pour le 2^e semestre 1917.

⁵⁹ Emile Vandervelde (1866-1938), militant, puis dirigeant du Parti ouvrier belge, député de 1894 à 1938, il était président de l'Internationale socialiste depuis 1900, et entra au gouvernement belge en 1914, comme ministre d'Etat. Il fut plusieurs fois ministre dans les années 1920 et 1930. Dès 1915, Lénine le considéra comme l'un des artisans de la « faillite » de l'Internationale socialiste.

⁶⁰ Pierre Renaudel (1871-1935), socialiste révolutionnaire « blanquiste » au début de sa carrière militante, fut journaliste, puis député socialiste en 1914. D'abord antimilitariste, il se convertit en août 1914 à la Défense nationale, et opta pour la SFIO maintenue en 1921. Membre de la direction nationale de ce parti, il s'y positionna à droite, au point de suivre la scission « néo-socialiste » provoquée par Marcel Déat en 1933.

mérite, depuis longtemps »⁶¹ et précisa que *Le Journal du Peuple*, qui en avait rendu compte, avait été suspendu pour une semaine par la censure⁶².

Le pessimisme de Bazot fut aggravé par l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés de l'Entente. Il écrivit alors : « cette décision ouvre des perspectives éblouissantes aux guerriers des journaux : des montagnes de munitions, des millions d'hommes de renfort et des années encore de massacres. C'est réjouissant ». Malgré les évènements de Russie, il ne voyait pas la fin de la guerre.

L'offensive Nivelle et les mutineries de 1917

De fait, celle-ci s'aggrava nettement le 16 avril 1917 avec l'offensive du Chemin des Dames, dite « offensive Nivelle », du nom du commandant en chef des armées françaises. En trois jours, ce fut un désastre sanglant : 40 000 tués et le double de blessés⁶³, uniquement du côté français, et cela en pure perte. Malgré l'arrêt de l'offensive principale, les attaques destinées à obtenir une « percée » sur le front occidental perdurèrent jusqu'à l'automne. Commença alors une série de mutineries : d'avril à juin, de nombreuses unités refusèrent de monter en ligne, principalement dans la région de Soissons, certaines entonnèrent *L'Internationale*, hissèrent le drapeau rouge et envisagèrent même de marcher sur Paris pour renverser le gouvernement. La France allait-elle connaître une révolution comme en Russie ? Finalement, le mouvement se limita à une « grève de la guerre », il y eut plusieurs centaines de condamnations à mort, la plupart du temps commuées en travaux forcés ou détention, et au moins une trentaine d'exécutions « pour l'exemple ». Un calme relatif revint avec le rétablissement des permissions, mais le SRA⁶⁴ eut quand même très peur de la « mentalité révolutionnaire » qui s'était formée⁶⁵, et avec lui de nombreux dirigeants de l'époque, et ce jusqu'en janvier 1918.

Dès le 26 avril, Edmond Bazot, bouleversé par le « défilé continu » des blessés, notait que l'offensive avait échoué⁶⁶. Le 1^{er} mai, il écrivait : « Nous n'entendons plus les obus siffler, mais les avions viennent bombarder à peu près toutes les nuits. Tuer, incendier, dans l'incomparable décor de ces nuits printanières ! ». Le 20, il notait l'influence bénéfique de la révolution russe sur le vieux continent. Le 7 juin, au retour d'une permission en Anjou, il décrivit l'ambiance : « En rentrant, les trains de permissionnaires m'ont procuré quelque réconfort. C'était merveille de voir avec quel empressement les poilus se massaient aux portières, à chaque station, pour clamer leur désir de la paix. Certains ne se gênaient pas pour appeler la Révolution et tous tombaient d'accord pour invectiver les civils égarés sur les quais. [...] Ces manifestations bruyantes [...] démontrent tout de même que la passivité des combattants a une limite. Je crois qu'il sera difficile de leur faire encaisser une nouvelle campagne d'hiver »⁶⁷.

Gardant toujours un œil sur la situation de son syndicat qui avait tenu une Assemblée générale le 7 juin, Bazot se réjouissait du « nombre des adhésions qui s'accroît au-delà de tout ce que nous pouvions espérer⁶⁸ ». Il constatait aussi que « le revirement de l'Amicale⁶⁹ [était] significatif de

⁶¹ Bazot à Bouët, 5 avril 1917.

⁶² *Le Journal du Peuple*, fondé en 1916 par le journaliste Henri Fabre (1876-1969), se positionnait alors à la gauche du Parti socialiste.

⁶³ Philippe Bernard, Nouvelle Histoire de la France contemporaine, tome 12, *La fin d'un monde 1914-1929*, Seuil, Points Histoire, 1975, page 66.

⁶⁴ Service de Renseignements aux Armées. Cf. Guy Pedroncini, *Les mutineries de 1917*, Presses universitaires de France, 1967.

⁶⁵ Rapport du SRA du 24 juin 1917, cité par Pedroncini, op. cit., page 297.

⁶⁶ Bazot à Bouët, 16 et 26 avril 1917.

⁶⁷ Bazot à Bouët, 7 juin 1917.

⁶⁸ Il faut bien sûr relativiser cette progression, car en chiffres absolus, le syndicat des instituteurs de Maine-et-Loire ne comptait, selon Louis Boutreux, que 27 adhérent-e-s. Cf. Louis Boutreux à Louis Bouët, 18 mai 1917.

l'évolution qui s'accomplit dans la masse enseignante, comme dans toutes les masses ». Dans le même courrier, il évoquait aussi la situation générale : « Les derniers événements politiques et diplomatiques sont cependant loin d'avoir fortifié l'espoir d'une paix prochaine parmi les combattants. Depuis qu'un décret a suspendu l'action en révision contre un arrêt de peine capitale en cas de rébellion, on a pris soin de faire savoir aux soldats que le simple cri de « Vive la Révolution » pouvait entraîner la mort sans recours possible. Cette notification a produit son effet : la clameur subversive est moins souvent entendue. Et quand les poilus des trains de permissionnaires injurient les chefs de gare, molestent les gendarmes, saccagent les wagons et démolissent les becs de gaz, c'est au cri éminemment patriotique de « Vive la guerre ! » qu'ils accomplissent cette besogne dévastatrice »⁷⁰.

Grèves et manifestations de femmes à Angers-Trélazé

C'est pendant ce mois de juin que le mouvement social se manifesta en Anjou : c'est ainsi que Bouët nota dans une de ses lettres que « la manifestation des femmes grévistes d'Angers-Trélazé, que la censure n'a pas permis de signaler dans la presse, était nettement pacifiste. Dans une région aussi rétrograde que la nôtre et où les militants syndicalistes comme Bahonneau et Ménard suivent le renégat Jouhaux, le fait n'est pas sans intérêt »⁷¹. Alain Jacobzone, dans son ouvrage *En Anjou, loin du front*, a noté plusieurs « manifestations ou incidents » à caractère pacifiste dans cette période : le 9 juin, une femme est arrêtée dans le train de La Flèche pour « propos antipatriotiques », puis, du 15 au 24 juin, « la gare d'Angers est le théâtre d'une agitation quasi permanente », des « ouvriers grévistes » et des femmes chantent *l'Internationale* avec des permissionnaires, on crie « A bas la guerre ! Vive la révolution ! », « un drapeau rouge apparaît et des officiers sont insultés », etc. des incidents du même type auraient eu lieu à Segré⁷².

C'est aussi en juin que la censure supprime tout un passage d'une lettre de Bazot qui aurait dû paraître dans le bulletin de juin de *l'Emancipation de Maine-et-Loire*. On comprend pourquoi en le lisant : « Dans l'exemple choisi par Brenn⁷³ sur le service militaire, j'admire la fermeté du n.r. [non recensé] qui refuse de se laisser enrôler pour ne pas participer à l'œuvre de mort. Un pareil geste, toutefois, ne suscitera pas d'imitateurs parce qu'il restera ignoré et aussi parce qu'il manquera de mise en scène. Je me représente autrement la conduite d'un révolutionnaire ! Celui-ci, dûment immatriculé, équipé et armé, saura profiter du moment favorable pour provoquer une manifestation d'une certaine envergure. C'est plus théâtral que le sacrifice muet du n.r., mais c'est autrement efficace ». On comprend que cette profession d'antimilitarisme révolutionnaire, distincte du pur pacifisme, n'ait pas échappé aux ciseaux de dame Anastasie⁷⁴.

Dans le même dossier des archives de Louis Bouët, consacré au congrès de Paris de la FNSI des 3 et 4 août 1917, figure aussi un brouillon non signé et non daté comportant des réflexions sur la violence. Ce texte, qui ne figure ni dans *Trente ans de combat* ni dans la partie de *l'Histoire de la Fédération de l'Enseignement* rédigée par Louis Bouët, est forcément postérieur au 21 octobre 1916,

⁶⁹ Contrairement aux syndicats d'instituteurs affiliés à la CGT, qui étaient interdits, les Amicales, proches du Parti radical, étaient encouragées par les autorités laïques avant 1914. Après la guerre, elles se radicalisèrent d'une certaine façon en se transformant en syndicat, mais elles ne s'affilièrent à leur tour à la CGT qu'une fois celle-ci débarrassée de sa minorité syndicaliste révolutionnaire qui, exclue, fonda la CGTU avec le soutien des communistes et des anarchistes.

⁷⁰ Bazot à Bouët, 18 juin 1917.

⁷¹ Bouët à ? (sans doute Fernand Lorient, trésorier de la FNSI), 11 juin 1917.

⁷² Alain Jacobzone, *En Anjou, loin du front*, Editions Ivan Davy, 1988, page 81.

⁷³ Emile Masson, dit Brenn (1869-1923), professeur d'anglais, était un militant socialiste libertaire breton. Antimilitariste, il fut proche de Gustave Hervé jusqu'au tournant de ce dernier dans les années précédant la guerre.

⁷⁴ A l'époque, surnom de la censure.

date de l'assassinat du Ministre-président (Président du Conseil) de l'Empire austro-hongrois, le comte Stürgkh, par Fritz Adler⁷⁵, le dirigeant de l'aile gauche de la social-démocratie autrichienne. Voici ce qu'il dit : « Bien sûr, la violence est toujours un mal ; mais dans l'état actuel de la civilisation humaine, de la morale, dans le chaos des temps présents, la violence des exploités contre leurs exploités, des opprimés contre leurs oppresseurs, des misérables qui s'entredéchirent contre les responsables de cette misère et de cette barbarie, cette violence-là qui seule, entends-tu bien ? fera finir le carnage universel, cette violence est le moindre mal. C'est celle d'un Adler. Ah ! S'il y avait seulement une demi-douzaine d'Adler en chaque pays du monde ! ».

On le voit, l'opinion des militants se durcissait au fil des événements militaires : plus le massacre des peuples s'amplifiait, plus le recours à la violence, individuelle, voire désespérée - comme dans le texte ci-dessus qui envisageait clairement le recours à des actes terroristes - ou collective - comme dans le passage censuré de Bazot, paraissait justifié pour mettre fin à la guerre. La Première Guerre mondiale apparaît donc bien là comme l'élément majeur, décisif, de la brutalisation ultérieure de la vie politique européenne, et pas seulement en Russie, en Italie ou en Allemagne. Les militants socialistes et syndicalistes, et au-delà, beaucoup parmi les soldats qui avaient connu les souffrances des tranchées, en furent marqués à vie.

En juillet, selon Bazot, la presse pensait que le mécontentement des soldats était apaisé, et il ajoutait : « Ils ne mentent pas tout-à-fait, d'ailleurs : les esprits sont plus calmes. L'amélioration du régime alimentaire, l'augmentation et l'accélération des trains de permissionnaires ont amené une détente ». Cependant, la répression ne faiblissait pas : « [...] On procède à l'épuration des troupes de l'avant : les suspects seraient expédiés au Maroc. C'est bien fait : ils seront privés de l'honneur de se battre contre les Boches ». Bazot, en tant que socialiste, était internationaliste. Cependant, il écrivit, non sans acrimonie : « Quant aux régiments rebelles, ils auraient été désarmés et placés sous la garde d'Annamites. Vous n'ignorez pas que ces petits hommes jaunes ont été choisis comme agents de répression. Malgré qu'on en ait et si bien prévenus qu'on soit contre tout préjugé de race, il est difficile de se défendre d'un mouvement de répulsion envers ces bipèdes voraces, malpropres et paresseux. On va bientôt leur adjoindre des quantités de Chinois, paraît-il. Pour conserver « la France aux Français », il faut d'abord en faire une tour de Babel. Du confusionnisme des races et des langues la pureté autochtone ressortira mieux ». On pouvait deviner, sans être grand clerc, qu'en déclenchant des guerres successives (1870-71, 1914-1918), les dirigeants impérialistes européens, notamment français et allemands, allaient susciter des haines durables entre les peuples et entre des prolétariats qui auraient dû au contraire se retourner contre leurs oppresseurs respectifs. Là, on ne peut que constater que l'utilisation perverse des troupes coloniales contre les soldats métropolitains révoltés produisit chez des militants socialistes et révolutionnaires avertis des sentiments de supériorité confinant au racisme, même s'ils s'en défendaient.

Dans la même lettre, Bazot faisait part ensuite de ses réflexions sur le président américain Wilson, « yankee rigide qui, pour que sa détestable utopie de la Société des Nations prenne corps, va prolonger la guerre de plusieurs années. Les grandioses projets des hommes d'Etat coûtent toujours beaucoup de sang aux peuples. Napoléon, lui aussi, voulait établir la paix universelle, après tout. On sait où cette prétention l'a conduit, et l'Europe après lui ». Il terminait sa missive par un retour à des considérations plus terre à terre : « Comment se fait la soudure en Anjou ? », alors qu'au front, les soldats, selon lui, commençaient à manger du son⁷⁶.

⁷⁵ Fritz Adler (1879-1960), fils de Victor Adler, l'un des fondateurs du parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, fut condamné à mort, mais sa peine fut commuée en incarcération. Libéré par l'effondrement de la monarchie autrichienne en 1918, il resta ensuite à l'Internationale socialiste, et émigra aux Etats-Unis en 1940.

⁷⁶ Bazot à Bouët, 11 juillet 1917. La « soudure » était la période critique entre deux récoltes, plus précisément à la fin du printemps et au début de l'été, quand les stocks de céréales de la moisson précédente étaient en voie d'épuisement.

L'Etat lâche du lest sur le front mais surveille et réprime les militants à l'arrière

Comment l'Etat réagit-il, face à la montée des oppositions à la guerre à l'arrière ? La priorité pour lui était de garder le contrôle de la situation. Ainsi, une note confidentielle du Directeur de la Sûreté Générale avait été envoyée aux préfets dès le 19 juin. Elle fut précisée par une circulaire détaillée du 5 juillet, qui leur demandait de centraliser les informations destinées au ministère et aux autorités militaires. Celles-ci concernaient principalement « les affaires de contre-espionnage, la surveillance des étrangers et celle des usines », notamment les « établissements travaillant pour l'armée », dont la surveillance « [devait] être plus serrée que jamais, en raison des tentatives qui peuvent être faites d'y introduire des individus susceptibles de se livrer à l'espionnage ou de faire une propagande nuisible à la défense nationale⁷⁷ ». Six mois plus tard, une autre circulaire, un questionnaire en dix points, précisa les nouvelles demandes du gouvernement : impression produite par la correspondance des soldats au front, état d'esprit des permissionnaires, opinion des populations civiles, difficultés économiques et de main d'œuvre, grèves ouvrières, influence de la presse, notamment socialiste et syndicaliste, rumeurs, manifestations pacifistes, etc. Ces questionnaires formèrent dès lors la trame des comptes rendus qui remontaient aux préfets, en provenance des sous-préfets (Baugé⁷⁸, Cholet, Saumur, Segré), du commissaire central d'Angers ainsi que du commissaire spécial⁷⁹ de cette même ville.

En juillet, le rapport du sous-préfet de Baugé coïncidait avec l'appréciation de Bazot : « détente chez les permissionnaires, dont le moral commence à se relever⁸⁰ ». De plus, « dans l'arrondissement de Baugé, essentiellement agricole, le retour à la terre des vieilles classes R.A.T.⁸¹ contribuera et a déjà contribué à relever les courages ». Quelques jours plus tard, c'était au tour du sous-préfet de Cholet de confirmer le changement de conjoncture : « Au flottement, au fléchissement, à la dépression morale qui affectait plus particulièrement la population rurale⁸², très impressionnée par les commentaires assez alarmistes touchant notre offensive d'avril, a fait place chez tous, depuis l'arrivée des contingents américains, un sentiment de meilleure confiance ». Concernant les « évènements de Russie », il parlait de « désappointement », mais, disait-il, « on reste pénétré que notre alliée mettra ordre à ses difficultés intérieures⁸³ ». Hélas pour lui, fin août, la tentative de coup d'Etat du général Kornilov, pressenti comme le Bonaparte russe qui stabiliserait la révolution, échoua face à la révolte des unités militaires gagnées désormais aux Bolchéviks, ce qui permit au processus révolutionnaire de continuer. Quant à lui, le sous-préfet de Saumur confirmait le renvoi dans leurs foyers des agriculteurs des classes 1888, 1889 ainsi que des auxiliaires des classes 1890 à 1895, mais il notait un certain mécontentement chez les ouvriers, sans doute du fait de l'inflation qui mangeait les maigres salaires⁸⁴. Pour celui de Segré, il n'y avait « rien à signaler », d'autant plus que « les incidents qui avaient marqué il y a quelques temps le passage des trains de permissionnaires et qui jetaient le trouble dans la population civile, ne se sont pas renouvelés⁸⁵ ». Selon le commissaire spécial, il n'y avait plus de manifestation, ni à la gare d'Angers, ni dans les trains. Il notait cependant : « Parmi la population civile, les nouvelles de la guerre n'ont pas été aussi alarmistes, sauf au début

⁷⁷ J. Leymarie, Directeur de la Sûreté Générale à Préfets, 5 juillet 1917.

⁷⁸ La sous-préfecture de Baugé n'a été supprimée qu'en 1926.

⁷⁹ Les commissaires spéciaux, à l'origine chargés de surveiller l'opinion publique puis les voyageurs des chemins de fer sous le Second Empire, sont en quelque sorte les ancêtres des Renseignements généraux.

⁸⁰ Sous-préfet de Baugé à Préfet de Maine-et-Loire, 31 juillet 1917.

⁸¹ Réserve de l'Armée Territoriale. Elle comprenait des soldats plus âgés, moins exposés.

⁸² Les paysans formaient alors l'essentiel des troupes. Il suffit de regarder les monuments aux morts des villages les plus reculés pour constater l'ampleur de la saignée dans les populations rurales qu'a représenté la Première Guerre mondiale.

⁸³ Sous-préfet de Cholet à Préfet de Maine-et-Loire, 6 août 1917.

⁸⁴ Sous-préfet de Saumur à Préfet de Maine-et-Loire, 2 août 1917. Selon Alain Jacobzone, op. cité, page 172, les prix ont été multipliés par 4 entre 1914 et 1919.

⁸⁵ Sous-préfet de Segré à Préfet de Maine-et-Loire, 3 août 1917.

du mois où des informations reçues par les familles ont établi qu'un assez grand nombre d'Angevins avaient péri dans la région du plateau de Craonne »⁸⁶. Le 14 août, la synthèse adressée par le préfet au commandant de la région militaire reprenait toutes ces informations, notamment la remontée du moral du fait de l'arrivée des premières troupes américaines⁸⁷. Edmond Bazot avait pourtant remarqué que sa division avait été transférée en Brie pendant la seconde quinzaine de juillet pour être à la disposition du gouverneur militaire de Paris afin d'y réprimer des troubles éventuels, ce qui nous confirme que le gouvernement était inquiet et prenait des précautions. Bazot précisait cependant : « la population parisienne est trop calme pour nécessiter leur utilisation »⁸⁸.

Le raidissement du gouvernement envers l'opposition pacifiste se traduit aussi par l'interdiction ferme du congrès annuel de la Fédération des syndicats d'instituteurs. Le 3 août, en effet, l'accès au local de la CGT fut en effet interdit aux délégués par « un puissant barrage d'agents »⁸⁹. Les militants se rabattirent dans un café, d'où ils furent évacués par la police au bout de dix minutes. Ils se réunirent finalement dans le logement de fonction d'une directrice d'école, Henriette Izambard. Ils y réaffirmèrent leur soutien à une paix sans indemnités, sans conquête, sans annexion, avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la paix de Zimmerwald et des Soviets [...] ». Le compte rendu de ce congrès fut entièrement censuré dans la revue de la Fédération, tandis que la répression frappait les militant-e-s : « Julia Bertrand révoquée, Lucie Colliard et Morel censurés et déplacés d'office, Marie et François Mayoux suspendus de leurs fonctions et poursuivis judiciairement, Hélène Brion, secrétaire fédérale, également poursuivie devant les tribunaux ». Bazot écrivit alors : l'an dernier, « on traitait un peu nos manifestations comme des turbulences d'enfants terribles », cette fois, « c'est plus sérieux : la propagande pacifiste est assimilée à un acte criminel⁹⁰ ». Deux jours plus tard, il ajoutait : « On n'entend plus parler que de perquisitions et d'arrestations. Cette vieille canaille de Clémenceau doit commencer à jubiler. Il manque encore les fusillades, mais ça viendra peut-être⁹¹ ». Visiblement, Bazot n'avait pas eu vent des condamnations à mort pour mutinerie prononcées en mai et juin...

Concernant les événements russes et les minoritaires du Parti socialiste dirigés par Jean Longuet⁹², Bazot, qui lisait attentivement la presse nationale, ironisa : « Le chef de file des minoritaires veut bien reconnaître que Lénine est de bonne foi et que, s'il est le plus grand adversaire de la Révolution [c'est-à-dire du régime issu de la Révolution de février], c'est par aveuglement doctrinaire !! Kérensky reste le grand favori, le dictateur rêvé, le Sauveur. Puisque c'est le petit-fils de Karl Marx qui le dit, ce doit être vrai »⁹³. Bazot partageait ainsi l'opinion de Trotsky, qui voyait effectivement en Kérensky un apprenti Bonaparte.

Fin août, le retour au calme fut confirmé par le commissaire spécial d'Angers, qui notait que « les permissionnaires du front eux-mêmes ne [manifestaient] plus les sentiments de découragement et d'insubordination qu'ils exprimaient fréquemment dans le courant de juin ». Il ne constatait plus de « manifestations bruyantes » au retour vers le front, dans le train de 23 h 37. En revanche, dans la

⁸⁶ Commissaire spécial à Préfet, 2 août 1917.

⁸⁷ Le 26 juin 1917, à Saint-Nazaire.

⁸⁸ Bazot à Bouët, 25 juillet 1917.

⁸⁹ François BERNARD, Louis BOUËT, Maurice DOMMANGET, Gilbert SERRET, *Histoire de la Fédération de l'Enseignement des origines à l'unification de 1935*, tome 2, page 56 et suivantes.

⁹⁰ Bazot à Bouët, 7 août 1917.

⁹¹ Bazot à Bouët, 9 août 1917.

⁹² Jean Longuet (1876-1938), petit-fils de Karl Marx, avocat et journaliste, élu député de la Seine en 1914, fut d'abord partisan de l'Union sacrée, puis devint le principal animateur de la minorité pacifiste du Parti socialiste SFIO (tout en continuant de voter les crédits de guerre).

⁹³ Bazot à Bouët, 2 août 1917.

population civile de l'ensemble du département, les soucis se portaient sur la qualité du pain, ainsi que sur le projet d'instituer une « carte de pain »⁹⁴.

En septembre, à la requête du général Poline, commandant la 9^e Région⁹⁵, le préfet demanda désormais à ses informateurs de rajouter deux rubriques : d'une part sur l'action pacifiste, d'autre part sur les mouvements grévistes et syndicalistes⁹⁶. On comprend l'inquiétude concernant les grèves quand on sait que 21 usines d'Angers travaillaient pour la guerre⁹⁷. Les rapports qui remontaient des sous-préfets et des deux commissaires disaient généralement qu'il n'y avait désormais rien de particulier à signaler. Ainsi, dans les campagnes du Baugeois, le « travail intensif » de l'été (« moissons, battages ») avait accaparé les esprits, les permissionnaires étaient « calmes » eux aussi. Toutefois, ils ne dissimulaient pas « que le désir de paix existe à l'état latent, dans la population civile comme chez les mobilisés », ce qui sous-entendait que la situation restait potentiellement explosive. Le seul mécontentement qui s'exprimait ouvertement était dirigé contre la « réquisition des fourrages » par l'intendance⁹⁸. A Saumur, « l'effervescence constatée parmi les ouvriers en chapelets est aujourd'hui calmée »⁹⁹.

Germaine Leboucher, une femme pour la grève générale contre la guerre

Malgré tout, la répression frappa fort en octobre : le 20, Germaine Leboucher, l'ouvrière qui s'était vantée le 9 juin de mettre en grève les usines Bessonneau « afin de provoquer la grève générale, seul moyen de faire terminer la guerre » fut condamnée par le Tribunal correctionnel d'Angers à 4 mois de prison et 200 F d'amende, une forte somme pour une salariée à l'époque¹⁰⁰. Le cas de Germaine Leboucher est assez exemplaire de la permanence de l'antimilitarisme révolutionnaire d'avant-guerre. En effet, c'est dans les milieux anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires que s'était développée avant 1914 l'idée que les prolétariats devaient réagir à une guerre inter-impérialiste annoncée de longue date en déclenchant la grève générale. En août 1914, avec la volte-face de la direction de la CGT, ce type de réaction, craint par la bourgeoisie et l'Etat (d'où la mise en place du Carnet B), avait échoué et par là-même renforcé l'analyse des leaders de la gauche socialiste internationale (Lénine, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht). Ceux-ci avaient en effet défendu et fait voter majoritairement au congrès socialiste international de Stuttgart un amendement préconisant, « au cas où la guerre éclaterait néanmoins, [...] d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste¹⁰¹ ». De fait, l'action de Germaine Leboucher, bien que cette femme courageuse ait manqué quelque peu de prudence et d'esprit conspiratif au point d'être arrêtée avant d'avoir pu passer à l'acte, correspondait à l'état d'esprit de ceux des révolutionnaires d'avant-guerre - un milieu par ailleurs très masculin - qui n'avaient pas renié leurs idées.

Il est d'ailleurs étonnant que l'on ne trouve aucune trace de cette femme ailleurs que dans les archives de police et la presse de l'époque : Germaine Leboucher ne figure en effet dans aucun des

⁹⁴ Commissaire spécial à Préfet, 21 août 1917 ainsi que l'ensemble des autres rapports du mois d'août.

⁹⁵ Commandant de la 9^e Région à Préfet de Maine-et-Loire, 18 septembre 1917. Courrier classé « secret ».

⁹⁶ Préfet à sous-préfets, commissaire central et commissaire spécial, 24 septembre 1917.

⁹⁷ Alain Jacobzone, *En Anjou, loin du front*, Editions Ivan Davy, 1988, pages 179-180.

⁹⁸ Sous-préfet de Baugé à Préfet, 18 septembre 1917.

⁹⁹ Sous-préfet de Saumur à Préfet de Maine-et-Loire, 18 septembre 1917.

¹⁰⁰ *Le Petit Courrier*, 21 octobre 1917, page 2. En 1917, une ouvrière de Bessonneau gagnait en moyenne 5 F par jour. L'amende correspondrait donc à environ un mois et demi de salaire.

¹⁰¹ Résolution du congrès socialiste international de Stuttgart (1907) sur le problème de la guerre, citée par Jacques Droz, *Le socialisme démocratique*, Armand Colin, 1966, page 144.

dictionnaires du mouvement ouvrier, ni dans le Maitron¹⁰², ni dans le dictionnaire du mouvement anarchiste¹⁰³, ni dans le répertoire des militant-e-s angevin-e-s d'avant et d'après-guerre du site *Mouvement révolutionnaire angevin*¹⁰⁴. On ne la retrouve pas non plus ni dans le journal ouvrier *L'Effort social angevin*, paru à partir du 1^{er} mai 1918, ni dans *L'Anjou communiste*, qui lui succéda en quelque sorte à partir de mars 1921. Elle ne figure ni dans l'organigramme des diverses instances du jeune Parti communiste - auxquelles appartiennent à ce moment-là des militants d'origine libertaire - ni même dans les nombreuses listes de souscription publiées dans l'hebdomadaire local du PC. Peut-être a-t-elle été brisée par les 4 mois d'internement, peut-être aussi s'est-elle mariée après la guerre et a-t-elle changé de nom - ce qui au demeurant n'était pas dans les habitudes des milieux anarchistes...

En tous les cas, il est remarquable que la seule condamnation à une peine de prison si disproportionnée par rapport aux faits reprochés qui ait été infligée dans un département pourtant fort peu sensible aux idées révolutionnaires, c'est le moins que l'on puisse dire, l'ait été à une femme. Mais on sortait à peine de la vague de mutineries et d'agitation chez les permissionnaires, de grèves dans les usines qui travaillaient pour l'armée, et il fallait frapper fort pour dissuader une éventuelle contagion à l'arrière...

Cette vague une fois passée et réprimée, la propagande pacifiste se fit peu active selon le commissaire spécial : « Seuls de rares instituteurs syndicalistes entretiennent quelques correspondances privées à ce sujet ». Quant aux syndicats, « ils sont très calmes pour la double raison que leurs éléments remuants sont mobilisés et que les salaires ont augmenté dans de sérieuses proportions ». Il n'en restait pas moins qu'une grève des tramways d'Angers se profilait, mais elle était justifiée selon le policier, car « la compagnie avait fait croire à ses employés qu'elle était en déficit alors que les bénéficiaires avaient augmenté ! ... et avait réduit les salaires. Le Maire a remis les choses au point »¹⁰⁵.

A Cholet, le sous-préfet indiquait n'avoir « aucun indice d'action pacifiste ». Concernant les syndicats, il expliquait que « sur une vingtaine de syndicats professionnels, deux seulement continuent de fonctionner d'une façon à peu près normale », le syndicat des ouvriers tisserands (« syndicat rouge » siégeant à la Bourse du Travail, 550 syndiqué-e-s, une majorité de femmes, contre 450 en 1914) et le syndicat de prévoyance des tisserands (« syndicat jaune » siégeant rue des Vieux-Greniers, 225 syndiqué-e-s, en majorité des hommes, contre 310 en 1914). Un syndicat des Travailleurs des Chemins de Fer de l'Etat s'était constitué le 23 juin 1917, il avait 133 membres et était affilié à la Bourse du travail. Une réunion des syndiqué-e-s du Textile « et autres corporations » avait eu lieu le 14 octobre, mais apparemment il n'y aurait été question que de cotisations... Aucune grève n'était en vue, ni dans le Textile, ni à la mine d'or de la Bellière à Saint-Pierre Montlimart¹⁰⁶.

Dans le Baugeois rural, selon le sous-préfet, le mouvement social était « nul ». Dans la seule usine qui travaillait pour la Défense nationale, la fonderie Bezault à Longué, « les ouvriers, civils ou mobilisés¹⁰⁷, sont presque tous originaires du pays ». Ils « touchent des salaires supérieurs à la

¹⁰² *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, publié sous la direction de Jean Maitron à partir de 1964 aux Editions ouvrières, et continué actuellement par Claude Pennetier.

¹⁰³ *Les Anarchistes, dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Editions de l'Atelier, 2014.

¹⁰⁴ <https://revolutionnairesangevins.wordpress.com/>

¹⁰⁵ Commissaire spécial à préfet de Maine-et-Loire, 20 octobre 1917. Les employés des tramways eurent effectivement gain de cause en novembre.

¹⁰⁶ Sous-préfet de Cholet à Préfet de Maine-et-Loire, 20 octobre 1917.

¹⁰⁷ Les « affectés spéciaux », qui risquaient l'envoi au front s'ils participaient à une grève.

moyenne et n'ont aucun sujet de mécontentement ». Quant à la propagande pacifiste, « les maires ne [lui] ont rien signalé¹⁰⁸ ».

En novembre 1917, avec la nouvelle révolution russe, les tensions remontent d'un cran

Au bout de deux ans et demi de carnage, la Russie, point faible de la chaîne impérialiste, avait été le premier maillon à céder : depuis le printemps, par centaines de milliers, les soldats désertaient le front - en gardant leurs armes - et apportaient la révolution dans les campagnes, où ils expropriaient purement et simplement les grands propriétaires nobles. Le 7 novembre¹⁰⁹, ce fut la seconde révolution : dans la capitale, Petrograd, gagnée dès le mois de septembre au programme proposé par les seuls bolchéviques (paix immédiate sans annexions, la terre aux paysans, droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes), le pouvoir tomba sans coup férir aux mains d'un conseil des commissaires du peuple (le terme de ministre, trop « ancien régime », était banni) élu par le II^e congrès des soviets et présidé par Lénine.

A Paris, le gouvernement Painlevé, jugé trop mou dans la conduite de la guerre, tomba le 13 novembre et fut remplacé le 16 par un ministère présidé par le jusqu'aboutiste Georges Clémenceau¹¹⁰. Ce dernier, partisan de la guerre totale, s'attaqua alors à d'anciens ministres comme Malvy¹¹¹, qui sera condamné pour « forfaiture » en 1918, et Caillaux, qui sera incarcéré en janvier 1918, mais également à toute la mouvance pacifiste, les instituteurs étant en première ligne. Le 25 octobre, déjà, François et Marie Mayoux, qui se considéraient pourtant à la fois pacifistes et patriotes, venaient d'être condamnés à 6 mois de prison pour « indiscrétion de presse ». Le 17 novembre, la police s'en prit à la secrétaire de la Fédération des Instituteurs, Hélène Brion, qui fut arrêtée et passa en Conseil de guerre fin mars 1918 : se présentant comme « féministe d'abord et pacifiste ensuite¹¹² », elle sera condamnée « seulement » à 3 ans de prison avec sursis puis révoquée¹¹³. Perquisitions et révocations se multiplièrent.

La police chercha à impliquer les plus en vue des militants angevins. Le 22 novembre, le commissaire spécial, qui estimait que « l'arrestation d'Hélène Brion et la condamnation des époux Mayoux (instituteurs à Dignac, Charente) paraît avoir refroidi l'ardeur des quelques rares instituteurs du département qui participaient [à l'agitation pacifiste] », ajouta : « Je ne serais pas surpris que les perquisitions pratiquées à Pantin [au domicile d'Hélène Brion] aient fait découvrir des documents de nature à amener l'inculpation des sieurs Bouët, instituteur à Saint-Georges-Chatelais, et Vaudeschamps, instituteur-adjoint à l'école Bodinier [à Angers]¹¹⁴ ».

¹⁰⁸ Sous-préfet de Baugé à Préfet, 19 octobre 1917.

¹⁰⁹ Soit le 25 octobre dans le calendrier julien, d'où le terme de « révolution d'octobre ».

¹¹⁰ Georges Clémenceau (1841-1929), médecin de formation, fut député républicain radical, résolument anticolonialiste et antiraciste dans les années 1880 quand son adversaire modéré Jules Ferry défendait la notion de « races supérieures », et partisan de l'innocence de Dreyfus pendant l'Affaire. Devenu Président du Conseil et ministre de l'Intérieur en 1906, « premier flic de France » selon ses propres termes, il devint un adversaire acharné de la CGT syndicaliste-révolutionnaire. Il justifia les meurtres d'ouvriers à Draveil, Villeneuve-Saint-Georges et Vigneux lors des grèves du bâtiment du printemps et de l'été 1908 (8 morts).

¹¹¹ Louis Malvy (1875-1949), ministre de l'Intérieur de 1914 à août 1917, avait choisi de ne pas interner à la déclaration de guerre les 3 à 4000 militants antimilitaristes, dont 2 députés, recensés par la Sûreté générale et figurant dans ce qu'on appelait le Carnet B. En échange, les directions de la CGT et du Parti socialiste soutinrent l'Union sacrée. Cet épisode fut utilisé en 1917 par l'extrême-droite royaliste et par Clémenceau pour accuser Malvy de « trahison ». En 1918, curieusement, si Malvy fut condamné à 5 ans de bannissement, il ne fut pas déchu de son mandat parlementaire (il fut député du Lot de 1914 à 1919) !

¹¹² Louis Bouët, *Trente ans de combat*, L'Amitié par le livre, 1969, page 240.

¹¹³ Elle sera réintégrée, comme les Bouët, par le gouvernement du Cartel des gauches en 1925.

¹¹⁴ Commissaire spécial à Préfet, 22 novembre 1917.

Dans le même temps, l'inflation suscita plusieurs mouvements de grève : fin octobre, à Angers, dans « l'empire Bessonneau ¹¹⁵ », 104 ouvriers des ateliers d'ajustage du Mail et de l'Ecce Homo réclamèrent une augmentation de 0 F 10 de l'heure. Ils reprirent le travail au bout de 48 h, le 2 novembre, avec un gain compris entre 0,02 et 0,05 F selon l'ancienneté ¹¹⁶. En décembre, dans un long rapport très détaillé, le commissaire spécial signala que « dans certains milieux ouvriers (aux usines Bessonneau entr'autres) on avait déclaré que l'on cesserait le travail si on rationnait le pain ». De plus, « une certaine agitation se manifeste dans le syndicat des confectionneurs » car les ouvriers et ouvrières sont mal payées, reconnaît-il. Le même mois, des grèves éclatèrent aussi à Cholet : le 14 à l'usine de conserves Griffon, où les salarié-e-s obtinrent une augmentation de 50 centimes par jour, et dans le Textile, où ils demandaient 35 % d'augmentation et une indemnité journalière de 50 centimes par le biais d'une affiche adressée « à messieurs les patrons de l'Industrie Textile de Cholet et de Mortagne ». Dans les deux cas, le sous-préfet écrivit que « les revendications [...] apparaissent très légitimes » ¹¹⁷, et il ajoutait d'ailleurs qu'il fallait s'attendre à d'autres mouvements, chez les ouvriers en chaussures de Saint-André-de-la-Marche et chez les mineurs de la Bellière à Saint-Pierre-Montlimart.

Dans un rapport désormais en 10 points, c'est à la 8^e rubrique, consacrée à l'agitation pacifiste, que le commissaire spécial d'Angers développa, pour la première fois depuis le début de la guerre, une analyse relativement fine des divisions du mouvement ouvrier angevin :

« Il faut rendre cette justice aux syndicats de l'Anjou qu'ils n'ont pas contribué à la campagne pacifiste : celui des Ardoisiers (Trélazé) qui avant la guerre se faisait remarquer par son internationalisme et ses tendances extrêmes n'a pas cessé de faire preuve de patriotisme, ce résultat est dû surtout à l'influence du vieux syndicaliste Ludovic Ménard, dont l'intelligence et le jugement ont vu clair dans le double jeu des socialistes allemands. Un seul syndicat a fait exception, c'est celui que certains instituteurs révoltés ont fondé au mépris de la loi. Ce syndicat n'a pas cessé (dans la personne de son secrétaire, Louis Bouët) d'être en correspondance avec les époux Mayoux (instituteurs à Dignac (Charente) condamnés à 6 mois de prison pour propagande pacifiste) et Hélène Brion arrêtée sous la même inculpation. Ses membres ont même tenté vainement d'entraîner à leur suite les autres syndicats ¹¹⁸ ».

Deux remarques s'imposent sur ce document : tout d'abord, c'est le second rapport à un mois d'intervalle qui suggérait aux autorités d'inculper et d'incarcérer Louis Bouët. Et de fait, Clémenceau voulait au moins sa révocation. Cependant, le nouveau préfet, Bouju, nommé le 23 novembre, était un ancien chef de la Sûreté proche de Malvy, en disgrâce, éloigné à Angers par Clémenceau lui-même. Selon Bouët, « il hésite à frapper un instituteur pour délit d'opinion et il s'efforce d'arranger l'affaire ». Dans les semaines qui suivirent, Bouët vit son courrier « retenu » pendant huit jours, avant d'être « appelé télégraphiquement à la préfecture ». Bouju aurait alors demandé à Bouët de l'aider à « classer l'affaire », précisant qu'il savait que sa « propagande pacifiste [était] honnête, désintéressée », et ajoutant : « je vous conseillerai seulement de ne pas lui donner un caractère et une ampleur tels que je sois mis un jour dans la nécessité... de choisir entre votre situation et la mienne... ¹¹⁹ ». En accord avec des camarades présents eux aussi à Angers ce jour-là, Bouët rédigea une réponse juridiquement argumentée, au nom de la liberté d'opinion, la concluant ainsi : « L'utopie de la veille est souvent devenue la vérité du lendemain ». Finalement, le ministre se

¹¹⁵ En 1917, les établissements Bessonneau emploient plus de 6000 personnes à Angers (83786 habitants au recensement de 1911). C'est le plus gros employeur de la ville.

¹¹⁶ Commissaire central à Préfet, 20 novembre 1917.

¹¹⁷ Sous-préfet de Cholet à Préfet, 23 décembre 1917.

¹¹⁸ Commissaire spécial à Préfet, 23 décembre 1917.

¹¹⁹ Louis Bouët, *Trente ans de combat*, L'Amitié par le livre, 1969, page 238.

contenta d'inviter Bouët à « garder la réserve qui s'impose aux éducateurs¹²⁰ ». Louis Bouët ne sera révoqué qu'en 1920, son épouse Gabrielle l'année suivante.

Seconde remarque : le commissaire spécial était plutôt mal informé sur la montée du sentiment anti-guerre dans les syndicats ouvriers. En effet, d'une part, la Commission Administrative de l'Union des Syndicats de Maine-et-Loire, à l'initiative de Rochard, autre instituteur syndicaliste, avait adopté une motion adressée au Comité confédéral de la CGT dénonçant la répression et l'union sacrée et invitant la direction de la CGT à intervenir « vigoureusement » pour « faire rapporter les sanctions administratives et mettre un terme aux poursuites judiciaires dont sont l'objet les institutrices et instituteurs syndiqués ». D'autre part, le 16 décembre, soit une semaine avant l'envoi du rapport du commissaire, une assemblée générale des syndiqués d'Angers-Trélazé avait adopté à la quasi-unanimité des 200 participants la proposition suivante émanant des instituteurs et soutenue par le syndicat des Métaux :

« 1° Organisation d'un congrès des syndicats dans le délai le plus court ;

2° Participation à toute conférence internationale organisée en faveur de la paix¹²¹ ».

Le moins qu'on puisse dire, c'est que non seulement le syndicat des instituteurs n'était plus isolé à ce moment-là, mais que ses idées étaient désormais en phase avec l'évolution de l'opinion ouvrière, plus que lassée de la guerre.

Autre exemple de l'auto-intoxication des autorités : dans son rapport du 24 décembre 1917, le commissaire central, de son côté, évoquait deux « réunions corporatives », le 9 décembre avec 150 métallurgistes et le 12, avec 23 cordonniers, où « seuls les intérêts professionnels ont été discutés ». Le même commissaire annonçait aussi à son supérieur hiérarchique, le préfet, qu'« il n'y a à Angers ni feuille socialiste [*ce qui était vrai*¹²²], ni syndicaliste », ce qui était faux, puisque les instituteurs avaient repris la parution de leur bulletin *L'Emancipation* depuis la rentrée 1916¹²³, ce dont le préfet était d'ailleurs informé¹²⁴. Dans la même veine, le policier se permit d'affirmer en terminant son rapport : « La classe 1918 est partie avec un enthousiasme remarqué. A de très rares exceptions près, les troupiers s'ennuient vite dans la vie de caserne, qu'ils trouvent « abrutissante » selon leur propre expression. Ils trouvent la vie de plein air du front plus agréable, plus variée ; ils y goûtent plus de charmes qu'à l'existence remplie d'exigences du régime de garnison¹²⁵ ». A l'en croire, la guerre de tranchées était une vraie promenade de santé...

Dans sa synthèse du 31 décembre 1917 destinée au ministre de l'Intérieur, le préfet retransmit donc les éléments que lui fournissaient ses informateurs, corrigea au passage les erreurs les plus flagrantes, mais toujours en minimisant à l'excès l'influence des syndicalistes opposés à la guerre. Il se bornait à citer deux manifestations pacifistes (« Ecole Normale d'Instituteurs et souscriptions publiées par *L'Emancipation* »), qui montraient pourtant que l'influence des instituteurs syndicalistes s'étendait, et donnait une version différente de celle de Bouët sur l'assemblée syndicaliste du 16

¹²⁰ Ibidem, page 239.

¹²¹ Ibidem, page 236.

¹²² Le premier numéro du journal *L'Effort Social Angevin, socialiste, syndicaliste, coopératif* ne parut en effet que le 1^{er} mai 1918. D'abord quinzomadaire, il fut publié désormais chaque samedi à partir du 18 juillet 1919.

¹²³ Le commissaire central reproduira plusieurs fois cette erreur dans ses rapports ultérieurs, jusqu'à ce que le préfet s'en agace et note un « si » rageur en marge du rapport du 18 juin 1918 : il est vrai que *L'Effort social* était désormais en vente dans tous les kiosques d'Angers !

¹²⁴ Rapport du Préfet de Maine-et-Loire, 31 décembre 1917 : « Il n'existe dans le département qu'une seule publication syndicaliste, « *L'Emancipation* », organe des instituteurs syndiqués, dont l'influence est d'ailleurs minime, en dehors d'un cercle très restreint ».

¹²⁵ Commissaire central à Préfet, 24 décembre 1917. Thème repris dans son rapport du 18 mars 1918.

décembre : Bouët y aurait été « énergiquement contredit, aux applaudissements de l'assemblée, par le vieux militant Ludovic Ménard, du syndicat des Ardoisiers de Trélazé, qui a dénoncé le double jeu des socialistes allemands, et accentue ainsi l'action patriotique qu'il a adoptée depuis la guerre ». Le préfet signalait aussi que la condamnation de Germaine Leboucher, « employée comme couturière au dépôt du 6^e Régiment du Génie », à un mois de prison et 200 F d'amende pour « propos défaitistes » avait été confirmée par la Cour d'Appel d'Angers.

Quelques jours plus tard, il fut amené à compléter ce tableau de l'Anjou à la suite d'un télégramme chiffré de l'Intérieur¹²⁶ qui lui demandait une nouvelle série de renseignements sur trois points : 1/ la répercussion des événements militaires récents sur le moral de la région, 2/ la manière dont le public avait accueilli les nouvelles mesures concernant le ravitaillement (restrictions, cartes) ainsi que la prorogation éventuelle des mandats électifs et 3/ les changements qui auraient pu survenir dans la situation politique de chacun des représentants élus (députés, sénateurs). Visiblement, Clémenceau voulait connaître l'évolution du point de vue des notables par rapport à la guerre à un moment où l'influence pacifiste progressait dans le Parti socialiste¹²⁷ (et la CGT). La réponse du préfet de Maine-et-Loire, département où il n'y avait aucun élu socialiste ni au Conseil général ni au Parlement, fut plutôt rassurante : d'une part, disait-il, les événements parlementaires n'ont pas passionné les Angevins, d'autre part, tous les parlementaires, quoiqu'élus « sur un programme d'opposition » (de droite, républicaine ou monarchiste), se réclamaient de « l'Union sacrée »¹²⁸. Le seul problème soulevé par le préfet concernait « la restriction de l'essence », qui « se fait cruellement sentir », car « les services d'intérêt public » (comme les médecins) étaient à peine couverts.

1918 : des grèves de masse éclatent dans plusieurs bastions ouvriers

En 1918, l'inflation continua de plus belle, et les revendications pour les salaires se multiplièrent. Mais sur celles-ci se greffèrent d'autres revendications, sans compter le refus de la guerre qui s'exprimait de plus en plus ouvertement, avec un pic qui se situa au mois de mai, surtout dans les bastions ouvriers, notamment la région parisienne (où près de 180 000 ouvriers¹²⁹ travaillaient pour la Défense nationale) et le Bassin de Saint-Etienne, dans la Loire (108 000 ouvriers, dont 25 % de femmes). A Saint-Etienne et dans les autres centres ouvriers du bassin, l'agitation avait d'ailleurs commencé dès la fin de l'automne 1917, avec comme figure de proue Clovis Andrieu¹³⁰, 41 ans, charpentier en fer. Antimilitariste déclaré avant la guerre (il avait été condamné en mars 1914 pour avoir participé au *Sou du Soldat* mis en place par la CGT) Andrieu était secrétaire du syndicat des Métaux et de la Bourse du Travail de Firminy. Jugé trop « antipatriote », surveillé de longue date, il fut l'objet d'une mesure qui se voulait radicale. Comme pouvait l'être tout soldat « affecté spécial », c'est-à-dire mobilisé sur son lieu de travail pour peu que l'établissement travaille pour la Défense nationale, il reçut brutalement l'ordre, le 27 novembre 1917, de rejoindre son unité, le 86^e Régiment

¹²⁶ Intérieur (bureau politique) à Préfets, 26 décembre 1917.

¹²⁷ Les députés socialistes, même la minorité pacifiste dite « longuettiste », du nom de son porte-parole, Jean Longuet, continuèrent de voter les crédits militaires jusqu'à l'été 1918. Seuls les trois députés « kienthaliens » (Brizon, Raffin-Dugens et Blanc) refusèrent de voter les crédits de guerre, dès le printemps 1916.

¹²⁸ Le rapprochement entre la droite républicaine et les monarchistes est confirmé par le vote unanime par le Conseil général d'une proposition du préfet, ce qui constitue pour ce dernier « un changement très appréciable [d'attitude] à l'égard des représentants du gouvernement et de leurs collaborateurs » (rapport du préfet, 30 avril 1918).

¹²⁹ Dont quand même 32,2 % de femmes selon les statistiques officielles du Ministère du Travail. Cf. Bulletin du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, novembre-décembre 1918, page 475.

¹³⁰ Clovis Andrieu (1876-1936) avait assisté comme délégué au 9^e Congrès de la CGT, celui de la Charte d'Amiens, en 1906. Syndicaliste révolutionnaire, il soutint la révolution bolchévique (sans adhérer au PC), puis s'affilia en 1922 à la CGTU avant de rejoindre la CGT-SR en 1928. Cf. DBMOF, tome 17, Editions ouvrières, 1982.

d'Infanterie, au Puy. En quelques jours, des milliers d'ouvriers se mobilisèrent, firent grève, tout le bassin industriel (le second en importance à l'époque) fut touché, et le gouvernement, qui suivait l'affaire comme le lait sur le feu, finit par céder : Andrieu réintégra son usine début décembre.

Puis, au printemps 1918, l'effervescence toucha la région parisienne. Cette fois, c'est la loi Mourier, imposant la « relève » des classes plus anciennes d'ouvriers par les plus jeunes (classes 1911, 1912 et 1913) qui mit le feu aux poudres. Le mouvement démarra le 13 mai aux usines Renault de Billancourt (22 000 grévistes sur 22 000 ouvriers), et fait notable, il fut porté non par les syndicats, mais par les délégués d'atelier mis en place depuis le début de la guerre par le gouvernement, en la personne du militant socialiste Albert Thomas, devenu sous-secrétaire d'Etat, puis ministre de l'Armement. Michelet¹³¹, le principal animateur du mouvement, avait réuni la veille au soir 600 délégués à la Maison des Syndicats (siège de la CGT, 33 rue de la Grange-aux-Belles, dans le 10^e arrondissement de Paris). Pour lui, « le moment [était] venu d'arrêter la boucherie et le carnage ». Sous couvert de revendications salariales, le but du mouvement était clairement pacifiste. De plus, des milliers de jeunes affectés spéciaux étaient directement concernés par la loi Mourier. Dès le premier jour, il y eut plus de 40 000 grévistes, et 105 000 le lendemain. De très nombreuses usines étaient purement et simplement à l'arrêt. Les réunions rassemblaient souvent plusieurs milliers de grévistes. Ce mouvement, animé par des minoritaires de la CGT se heurta de front non seulement aux pressions et menaces des directions d'usine et de l'Etat, mais aussi à l'Union des Syndicats de la Seine et surtout à la direction confédérale qui soutenait la loi Mourier au nom de la solidarité intergénérationnelle¹³²... Confrontée à cette situation, la grève s'étendit certes à d'autres usines, mais dans les jours qui suivirent, le travail reprit progressivement dans l'usine-phare, Renault, et le 21 mai le gouverneur militaire de Paris pouvait ainsi considérer que le mouvement était terminé¹³³.

C'est à ce moment-là que le bassin de Saint-Etienne explosa de nouveau. Les 19 et 20 mai, une conférence de la minorité pacifiste de la CGT, convoquée par le Comité de Défense Syndicaliste (CDS), était prévue à Saint-Etienne. Malgré les réticences des animateurs nationaux du CDS, les dirigeants syndicalistes révolutionnaires de l'UD CGT, forts d'un premier succès le 1^{er} mai (30 000 grévistes, avec manifestation de rue), lancèrent la grève générale du bassin dès le 18 mai, par voie d'affiches. En quelques jours, de nombreuses usines furent à nouveau paralysées. Au Chambon-Feugerolles, 3000 ouvriers affirmèrent dans une déclaration qu'ils « étaient résolus plus que jamais à ne reprendre le travail que quand le gouvernement aura décidé de signer un armistice¹³⁴ ». Là encore, la direction de la CGT s'opposa au mouvement, et envoya même un des secrétaires de la Fédération des Métaux, Marius Blanchard, pour pousser à la reprise du Travail¹³⁵. Mal lui en prit, il fut bloqué et hué par 2000 ouvriers à la Bourse du travail de Saint-Etienne le 22 mai. Le lendemain 23 mai, c'était le jour du départ en train des rappelés des classes 1911, 1912 et 1913. Le départ n'eut lieu, malgré les manifestations, notamment de femmes, que grâce au renfort de deux escadrons de cavalerie. Des échauffourées commencèrent, et Clémenceau, qui avait dorénavant opté pour la répression et envoyé de Paris son sous-chef de cabinet, Théophile Barnier, et un commissaire spécial, profita d'un répit dans le mouvement pour le frapper brutalement à la tête : dans la nuit du 25 au 26

¹³¹ Anatole Michelet (né en 1884) était ajusteur à Renault-Billancourt. Il était adhérent de la CGT et membre de la section socialiste du 18^e arrondissement de Paris avant la guerre. Cf. DBMOF, tome 36, Editions ouvrières, 1990.

¹³² Cf. IFHS CGT, Rapports des Comités et des Commissions pour l'exercice 1914-1918, présentés au 13^e Congrès de la CGT, 1918, pages 43 à 48 (discours de Jouhaux et Merrheim aux parlementaires de gauche après les événements de mai). Merrheim, qui évoquait « 180 000 métallurgistes en grève », dit avoir affirmé aux jeunes métallos que « jamais les organisations [de la CGT] ne prendraient la responsabilité d'un mouvement pour empêcher la relève des jeunes classes ». Il demanda cependant l'annulation des sanctions frappant 150 militants, ce qui était le minimum pour un dirigeant syndical.

¹³³ Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Laffont, 1980, pages 244-249.

¹³⁴ Ibidem, page 270.

¹³⁵ Merrheim, de plus en plus « prudent », était passé du côté de la majorité et de Jouhaux début 1918.

mai il fit arrêter et emprisonner à Clermont-Ferrand 43 dirigeants syndicaux, dont Clovis Andrieu, tandis que 73 ouvriers étaient envoyés au front. D'autres dirigeants ouvriers furent arrêtés dans les jours suivants, notamment à Roanne, où des grèves s'étaient produites. Le 28 mai, dix jours après le début du mouvement, Théophile Barnier pouvait écrire à Clémenceau que « la vie industrielle [avait] repris son cours normal dans le département¹³⁶ ».

A Angers, on attend avec impatience le retour à la paix

A Angers et Trélazé, le monde ouvrier pesait alors beaucoup moins que dans la région parisienne ou dans le bassin de Saint-Etienne. Néanmoins, les employés des tramways, les confectionneurs et les ardoisiers - qui voulaient les mêmes augmentations que les mineurs des houillères - entrèrent en lutte. A Cholet, en janvier, les ouvriers du Textile obtinrent 5 % d'augmentation et 0 F 10 d'indemnité de vie chère sans avoir à faire grève. Les tisserand-e-s demandèrent au patronat - qui ne répondit pas - une augmentation de 0 F 50 par douzaine de mouchoirs. Les ouvrières de l'atelier de tricotage de la Bonneterie Fouillaron, firent grève le 24 décembre pour une augmentation de 10 %, obtinrent 5 % et reprirent le travail quelques jours plus tard¹³⁷. Comme les réactions des ardoisiers étaient particulièrement craintes depuis l'insurrection de la Marianne en 1855¹³⁸, le préfet, « conformément aux instructions de M. le Ministre », réunit les représentants des deux employeurs (la Commission des Ardoisières d'Angers et la Société des Ardoisières de l'Anjou) et les délégués ouvriers. Les patrons jouèrent leur rôle et refusèrent tout net d'être assimilés aux Houillères (c'était la grande revendication portée par Ludovic Ménard). Les délégués ouvriers parurent au préfet « animés de dispositions conciliantes », mais affirmèrent qu'ils « ne pouvaient se contenter d'une solution négative ». Il y avait donc risque de grève, mais le préfet dit qu'il ferait tout pour l'empêcher¹³⁹. De son côté, le commissaire central d'Angers signala que quelques réunions corporatives s'étaient tenues à la Bourse du travail sur le thème de « la vie chère ». Un commencement de « grève perlée » eut même lieu le 16 mars à la gare Saint-Laud d'Angers (réseau Paris-Orléans), suivie par « une quarantaine de cheminots », mais elle prit fin le jour même. Fin mars, « l'agitation des ardoisiers était terminée » à Angers-Trélazé¹⁴⁰, mais elle commença à Segré, où des réunions d'ardoisiers et de mineurs de fer eurent lieu avec les mêmes revendications, quoique de « caractère purement corporatif, professionnel, et partant inoffensif au point de vue politique » selon le sous-préfet¹⁴¹. Bref, il n'y avait rien à signaler... mais on continua quand même de surveiller étroitement les centres ouvriers.

Sur le plan politique, le commissaire spécial d'Angers ciblait toujours les instituteurs syndicalistes qui « continuent leur besogne pacifiste » et ajoutait : « ce qui est regrettable, c'est que certains jeunes instituteurs (Rochard et Simon) adeptes du pacifisme aient été désignés comme surveillants à l'École Normale où ils se sont certainement livrés à leur infâme propagande ». Il disait aussi qu'il fallait « se réjouir du départ de Mandin¹⁴² qui bien que mobilisé continuait à répandre la doctrine défaitiste¹⁴³ ». Même s'ils n'iaient qu'elle soit « disposée à se laisser entraîner par une propagande quelconque à prendre part à un mouvement défaitiste », tous les représentants de l'Etat s'accordaient sur le fait que la population « trouve la guerre longue » (commissaire divisionnaire, 2

¹³⁶ Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Laffont, 1980, page 274.

¹³⁷ Commissaire spécial à Préfet, 20 janvier et 24 février 1918, sous-préfet de Cholet à Préfet, 22 janvier 1918.

¹³⁸ En août 1855, plusieurs centaines d'ouvriers ardoisiers de Trélazé marchèrent en armes sur Angers. L'insurrection échoua et fut sévèrement réprimée. Sur l'origine de cette révolte, cf. François Simon, *La Marianne, société secrète au pays d'Anjou*, Angers, 1939, réédité en fac-simile par Maurice Poperen en 1978.

¹³⁹ Préfet à Intérieur, 28 février 1917.

¹⁴⁰ Commissaire spécial à Préfet, 25 mars 1918.

¹⁴¹ Sous-préfet de Segré à Préfet, 21 mars 1918.

¹⁴² Jean Mandin (1897-1978), militant libertaire et espérantiste, sorti de l'École Normale en 1916.

¹⁴³ Commissaire spécial à Préfet, 20 janvier 1918.

mars 1918), que « le cri unanime de la population quant aux choses du front est toujours le même : Que c'est long ! Quand en verra-t-on la fin ? » (commissaire central, 18 mars 1918). Le commissaire divisionnaire notait quand même qu'il « existe bien quelques personnes, des femmes, notamment, qui tiennent parfois des propos fâcheux, par exemple, en émettant l'idée qu'il faut cesser le travail dans les usines pour mettre fin à la guerre », mais il ajoutait imperturbablement : « ce sont là des isolées dont les paroles sont sans écho¹⁴⁴ ».

Les menaces de répression n'empêchèrent pas les militants angevins proches de la gauche de Zimmerwald d'affirmer leur pleine solidarité avec la révolution bolchévique : ainsi, dans le n° de février 1918 du bulletin syndical des instituteurs de Maine-et-Loire, *L'Emancipation*, Louis Bouët fit « l'apologie de Lénine et Trotsky », au grand dam du commissaire spécial¹⁴⁵.

Dans cette période, et bien que ce ne soit pas le sujet de cet article, on ne peut s'empêcher de constater que l'hystérie guerrière gagna une partie de l'appareil d'Etat. Ainsi, le sous-préfet de Baugé, déjà enclin précédemment à faire passer ses opinions personnelles pour celles de toute la population de son arrondissement, n'hésita pas à inciter ses supérieurs à franchir un nouveau pas dans les atrocités. Ainsi, après les raids de Gothas sur Paris¹⁴⁶, il n'hésita pas à affirmer que « toutes les classes » étaient unanimes pour réclamer des représailles : « J'estime que pour donner satisfaction aux esprits, qui sont très montés, il faudrait pouvoir enregistrer des actions importantes et surtout frappant l'imagination populaire, telles que la destruction de l'hôtel du Statthalter¹⁴⁷ à Strasbourg ou du palais royal de Stuttgart, l'incendie des bâtiments de l'illustre Université de Bonn voire même [sic] de la cathédrale de Cologne qu'on considère comme la rançon tout indiquée de la basilique de Reims ». Autrement dit, « à barbare, barbare et demi » !

Le même individu s'indignait également de la disparition de l'ordre moral traditionnel dans les conditions de la guerre : des poilus étaient venus en effet lui demander de retirer les allocations versées à leurs femmes, « qui se conduisent mal ou ont abandonné la maison », et « qu'elles soient données à leur mère ou à une sœur qui a recueilli les enfants ». De plus, selon le président du tribunal [de Baugé], « jamais les instances en divorce ou en désaveu de paternité n'avaient été si nombreuses ». Des « mariages scandaleux » (du moins à ses yeux) avaient lieu : ainsi, de jeunes réformés préféraient de riches quadragénaires ou quinquagénaires aux jeunes filles¹⁴⁸...

Fin mars, le risque de grève aux Ardoisières fut écarté : les négociations avaient abouti à une augmentation de l'indemnité de vie chère, qui fut portée à 2 F. Le préfet s'était ainsi assuré de la paix sociale dans le principal centre ouvrier de l'Anjou. Cependant, les difficultés ne furent pas toutes écartées, car « la diminution de la ration de pain et le régime des tickets de pain seront difficiles à faire accepter aux habitants d'un département qui est l'un des plus gros consommateurs de pain ». Par ailleurs, le 27 mars, il y avait eu une explosion (fortuite ?) à l'atelier de chargement de grenades

¹⁴⁴ Commissaire divisionnaire à Procureur de la République d'Angers, 2 mars 1918. Commissaire central à Préfet, 18 mars 1918.

¹⁴⁵ Commissaire spécial à Préfet, 24 février et 25 mars 1918.

¹⁴⁶ Du 30 janvier au 15 septembre 1918, des bombardiers allemands, les gothas, larguèrent des centaines de bombes sur la région parisienne.

¹⁴⁷ L'hôtel Klinglin, construit au XVIII^e siècle par François-Joseph de Klinglin, préteur royal et accessoirement super-escroc, devint le siège de l'intendance d'Alsace avant la Révolution, puis celui des préfets du Bas-Rhin et, à partir de 1879, du Statthalter, le gouverneur de l'Alsace, représentant direct de l'Empereur d'Allemagne.

¹⁴⁸ Sous-préfet de Baugé à Préfet, 19 mars 1918.

de Montreuil-Belfroy¹⁴⁹, mais elle n'avait que « légèrement » blessé 40 employé-e-s civil-e-s et militaires¹⁵⁰.

Les conséquences de l'offensive allemande et la poussée gréviste en Anjou au printemps 1918

Avec la signature du traité de paix de Brest-Litovsk (mars 1918), l'Allemagne n'avait plus à combattre sur le front russe. Du coup, fin mars, elle put repartir à l'offensive à l'ouest, provoquant un exode des populations du Nord de la France, mais aussi de Parisiens vers la province. Selon le commissaire central, « Angers regorge de monde », et les loyers partirent à la hausse. De plus, le manque de charbon et de matières premières provoqua un à deux jours de chômage par semaine dans certaines industries, notamment chez Bessonneau, où ces jours-là les salarié-e-s reçurent « une double indemnité de vie chère » en compensation¹⁵¹.

Dans certaines communes du Saumurois, l'arrivée d'un grand nombre d'évacués de la Somme et de l'Oise entraîna un problème d'approvisionnement en farine des boulangers¹⁵². A Baugé, le problème, c'était les rations de pain : « beaucoup de gens âgés de plus de 60 ans, depuis la guerre, à la campagne, fournissent un tel travail de force que 200 g ne sont pas suffisants ». Le sous-préfet ajoutait au passage que certains agriculteurs n'avaient pas déclaré toute leur récolte de blé : du coup, il sortait maintenant, du fait de la hausse des prix... et des charançons. Il notait enfin dans son rapport que « la masse [était] indifférente à la question d'Alsace-Lorraine¹⁵³ ».

Ce n'est qu'en mai-juin, et malgré l'offensive allemande, qu'une vague de grèves, totales ou partielles, démarra en Anjou, comme dans les autres régions ouvrières. Au départ, à Angers, le commissaire central se borna à signaler dans son rapport « une tendance à la propagande syndicaliste dans les usines, de la part des travailleurs mobilisés ». Il y joignait deux autres informations : la vente du quotidien (monarchiste et antisémite) *l'Action française* aurait « considérablement augmenté » et « les condamnations du « *Bonnet rouge*¹⁵⁴ » avaient été bien accueillies par le public ». Les syndicalistes n'étaient donc pas une menace, d'autant plus qu'au premier signe de révolte on pouvait les envoyer au front, et que la population approuvait les mesures répressives du gouvernement, le nationalisme ayant selon lui le vent en poupe. Il y avait quand même une nouveauté : le 1^{er} mai (date symbolique s'il en est pour le monde du travail), était paru le premier numéro de *L'Effort social*, « journal socialiste-syndicaliste bi-mensuel », imprimé 8 rue Boisnet. Mais « cette feuille, sans grande influence pour l'instant, est peu lue. [...] Elle sera surveillée »¹⁵⁵. Le rédacteur principal était désigné : Henri Sureau, « employé à la Manufacture d'allumettes de Trélazé »¹⁵⁶.

¹⁴⁹ Montreuil-Belfroy a fusionné en 1973 avec Juigné-Béné pour former l'actuelle commune de Montreuil-Juigné.

¹⁵⁰ Préfet à l'Intérieur, 1^{er} avril 1918. Selon le *Petit Courrier* du jeudi 28 mars, cet accident qui aurait résulté de l'explosion d'un dépôt de cheddite aurait été ressenti jusqu'à Cholet. Sur place, les bâtiments légers avaient été soufflés comme par un cyclone. Les victimes étaient une trentaine de femmes ainsi qu'une demi-douzaine d'hommes présentés par le journal comme des « kabyles ».

¹⁵¹ Commissaire central à Préfet, 19 avril 1918.

¹⁵² Sous-préfet de Saumur à Préfet, 19 avril 1918.

¹⁵³ Sous-préfet de Baugé à Préfet, 20 avril 1918.

¹⁵⁴ Journal pacifiste lancé en 1913, rallié à l'Union sacrée en 1914, *Le Bonnet rouge* était accusé par le gouvernement d'avoir reçu des fonds d'origines diverses (du ministre de l'Intérieur Malvy, puis des autorités allemandes) pendant la guerre. Son rédacteur en chef était Eugène Vigo, dit Miguel Almereyda, qui mourut à la prison de Fresnes le 14 août 1917. En 1915, le journal avait évoqué favorablement la conférence de Zimmerwald.

¹⁵⁵ Commissaire central à Préfet, 21 mai 1918.

¹⁵⁶ Préfet à l'Intérieur, 31 mai 1918. Henri Sureau (1893-1933), ingénieur des Arts-et-Métiers d'origine angevine, s'installa ensuite à Nantes, en 1920. Resté à la SFIO, il sera conseiller municipal socialiste de Nantes

Deux grèves démarrèrent dans le Choletais. Le 17 mai, 73 ouvriers de l'usine Bordais et Audureau de Saint-Macaire se mirent en grève pour une augmentation de 12 F par mois, produisant en conséquence la mise au chômage de 180 ouvriers à domicile. Au début, le patron proposa seulement 7 F, mais en deux jours il céda et accorda même une hausse de salaire de 12 % aux ouvriers et ouvrières travaillant à la tâche. Autre grève dans la même branche d'activité, 20 ouvriers dits « talonniers¹⁵⁷ » de la fabrique de chaussures « l'Action », toujours à Saint-Macaire, partirent en grève pendant que « les 210 autres ouvriers [continuaient] le travail ». Ils obtinrent eux aussi 12 % d'augmentation¹⁵⁸. Quelques jours plus tard, le préfet signala des grèves à Cholet, chez les ouvriers maçons et plâtriers ainsi que chez les tisserands, mais précisa qu'elles avaient été « solutionnées sans incident¹⁵⁹ ».

Selon le sous-préfet de Baugé, dans cette période où le pain manquait, où les œufs et volailles se raréfiaient sur les marchés, la situation était plus difficile dans les villes qu'à la campagne, car il n'y avait pas ou peu de denrées de remplacement (pâtes alimentaires, légumes frais), et le poisson de mer n'arrivait pas non plus du fait du manque de trains¹⁶⁰. Ainsi, en juin, le manque de pain provoqua une grève de 60 ouvrières tréfileuses chez Bessonneau à Angers, conflit « arrangé amiablement au bout de quelques jours » selon le commissaire central. En réalité, les ouvrières, qui, épuisées, réclamaient le retour à la journée de 10 h (elles en faisaient 11 à titre « provisoire » depuis janvier), avaient essuyé un refus net de dialoguer de la part de leur chef d'atelier, qui les avait menacées de sanctions. Bien fâchées, elles avaient quitté le travail une heure plus tôt, le 6 juin. Dès le lendemain, elles furent purement et simplement lock-outées. Etant toutes adhérentes du syndicat des Métaux, elles se rendirent alors à la Bourse du travail, puis auprès des autorités et du Service de la main d'œuvre militaire. Reçues ensuite par Jules Bessonneau en personne, elles obtinrent finalement gain de cause sur les 10 h et reprirent le travail le 11 juin. Entretemps toutefois, elles avaient été victimes de « visites » à domicile des agents de la Sûreté¹⁶¹... Une autre grève démarra aux Chaussures Léon, pour une augmentation de 20 % et la semaine anglaise¹⁶². Le directeur refusant toute concession, le conflit dura plus d'un mois¹⁶³ et fut l'objet d'un article dans *L'Effort social* du 1^{er} juillet. L'auteur, qui signait « X », donna les raisons du conflit : des salaires et des conditions de travail nettement inférieures à celles des ouvriers de la Chaussure de « Fougères, Nantes, Limoges, Tours », alors que la vie était aussi chère à Angers. De plus, dans ces autres villes, les patrons de la Chaussure avaient accordé des salaires et des conditions de travail meilleures que celles accordées par « M. Léon ». Le militant du syndicat de la Chaussure, lequel venait de se « réorganiser », ajoutait que s'il y avait peu de marge possible sur la « chaussure nationale¹⁶⁴ », en revanche il y en avait sur la « chaussure civile ». En tous les cas, disait-il, « les ouvriers et ouvrières de la maison Léon étaient décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction », d'autant plus qu'ils avaient le soutien financier de la Fédération CGT des Cuirs et Peaux, ainsi que les encouragements de leurs camarades syndiqués d'Angers. L'UD CGT

dans les années 20 et adjoint au maire chargé des travaux publics. En 1918, Henri Sureau a écrit de nombreux articles sur les coopératives dans *L'Effort social*.

¹⁵⁷ Les talonniers avaient une position stratégique dans l'entreprise, car ils assuraient la finition des chaussures avant la mise en vente. Ils pouvaient donc bloquer la production. Cf. Maurice Poperen, *Les cordonniers d'Angers*, Imprimerie angevine, 1977.

¹⁵⁸ Sous-préfet de Cholet à Préfet, 19 mai 1918.

¹⁵⁹ Préfet à Intérieur, 31 mai 1918.

¹⁶⁰ Sous-préfet de Baugé à Préfet, 20 mai 1918.

¹⁶¹ Cf. *L'Effort social* n° 4, 15 juin 1918.

¹⁶² C'est-à-dire la fin de la semaine de travail le samedi midi, en plus du repos du dimanche légalisé par la loi de 1906. La maison Léon était au 46 de la rue Lionnaise, dans le quartier de la Doutre, à Angers.

¹⁶³ Commissaire central à Préfet, 18 juin 1918.

¹⁶⁴ Modèle unique de chaussure solide, bon marché, pour « les classes dites besogneuses », mis en place en août 1917 par le ministre du Commerce, de l'Industrie et des PTT, Clémentel, et dont l'administration fixait les prix.

apporta elle aussi un soutien financier à cette lutte¹⁶⁵. Finalement, les salariés de la Maison Léon obtinrent gain de cause le 13 juillet : semaine anglaise (54 h) et 10 % d'augmentation¹⁶⁶.

C'est aussi en juin 1918 que se produit une autre grève longue, quoique « sans désordre¹⁶⁷ » : du 4 au 20 juin, les ardoisiers de Misengrain (site ardoisier situé sur la commune de Noyant-la-Gravoyère) cessèrent le travail. En fait, précisa le préfet, « les journaliers du fond et les ouvriers fonceurs » reprirent le travail au bout de quelques jours car ils avaient vite obtenu une augmentation de salaire de 0 F 50 par journée de travail. En revanche, « les fendeurs [reprirent] le travail sans avoir obtenu satisfaction¹⁶⁸ » alors qu'ils avaient fait une semaine de grève de plus.

L'Effort social, organe pluraliste du mouvement ouvrier angevin

On le voit, malgré les difficultés, le mouvement ouvrier organisé commençait à réapparaître au grand jour et même à obtenir quelques victoires, certes purement corporatives, limitées et partielles, mais suffisantes pour redonner du moral aux militant-e-s.

Ces progrès se matérialisaient dans la parution du nouveau journal, soutenu d'emblée par l'ensemble du mouvement ouvrier du département, *l'Effort social angevin, socialiste, syndicaliste, coopératif*. Le premier numéro, paru symboliquement le 1^{er} mai 1918, s'ouvrait sur un hommage à la grande figure d'André Bahonneau, récemment décédé, puis l'éditorial développait l'idée qu'en plus de la presse ouvrière nationale, un journal local était nécessaire « qui en même temps que la propagande des idées qui nous sont chères [puisse] porter à la connaissance publique les efforts et les manifestations des organisations ouvrières régionales ». On n'était ici pas très loin du point de vue de Lénine sur le journal comme colonne vertébrale (« organisateur collectif », disait-il) de l'organisation révolutionnaire¹⁶⁹, à ceci près que *l'Iskra* [*L'Étincelle*] était selon Lénine l'organe *central* du *Parti* [Ouvrier Social-Démocrate de Russie, le POSDR], alors que *L'Effort social* était conçu comme l'expression commune de l'ensemble du *mouvement ouvrier local*, toutes organisations et sensibilités confondues. Cependant, l'éditorial disait clairement que la période de résistance clandestine à « la prétendue union sacrée » était révolue - ce qui le rangerait plutôt dans le camp des minoritaires de la CGT et du Parti socialiste SFIO - et que l'heure était désormais à « lancer nos appels publiquement ». Financé par les trois piliers du mouvement ouvrier : les coopératives (à Angers, des coopératives de consommation, comme *L'Avenir d'Angers-Doutre*, 42 Boulevard Henri Arnaud), les syndicats de la CGT (notamment le syndicat des Métallurgistes), mais aussi le Parti socialiste, *l'Effort social* s'en voulait ainsi l'organe global, sans opposer les uns aux autres, et avec le souci de provoquer plutôt des synergies. Pour preuve, on pouvait lire en dernière page que c'était la coopérative de la Doutre à Angers qui hébergeait le siège de la Fédération socialiste de Maine-et-Loire, dans un article qui se concluait par l'évocation du « soleil qui se lève » (allusion à la révolution russe ?), et par une citation du *Manifeste communiste* : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». L'ensemble des organisations ouvrières du département seraient-elles toutes passées soudainement, dès le printemps 1918, au pacifisme et au soutien à la révolution bolchévique ?

On a une partie de la réponse à cette question dans un autre article, partiellement censuré, qui faisait le point des positions du Parti socialiste et de ses différents courants par rapport au vote ou non des crédits de guerre. On y apprenait ainsi, sous la plume de Marius Villon (un des pseudonymes de l'instituteur André Vaudeschamps, compagnon de lutte de Louis Bouët), alors secrétaire fédéral du Parti socialiste angevin, qu'au Conseil fédéral du PS du 17 février 1918, la Fédération de Maine-et-Loire avait soutenu la motion des Kienthaliens, opposés aux crédits de guerre « par principe », qui

¹⁶⁵ Cf. *L'Effort social* n° 6, 15 juillet 1918.

¹⁶⁶ Cf. *L'Effort social* n° 7, 1^{er} août 1918, article de Pierre Pilard, secrétaire de l'UD CGT.

¹⁶⁷ Sous-préfet de Segré à Préfet, 20 juin 1918.

¹⁶⁸ Préfet à Intérieur, 30 juin 1918.

¹⁶⁹ Lénine, *Que faire ?* [1902], Editions du Progrès, Moscou, 1970, page 233.

était présentée par Fernand Lorient, et non celle des « Longuettistes » (partisans d'une opposition circonstancielle au ministère Clémenceau) ou bien à plus forte raison celle de la majorité du PS qui était toujours favorable à la défense nationale. On le voit, en quelques mois, la Fédération socialiste

10 Cent. - BI-MENSUEL - 1^{er} Juin 1918

L'EFFORT SOCIAL ANGEVIN

« Une théorie devient une puissance matérielle si elle s'empare des masses. »
(KARL MARX).

Socialiste - Syndicaliste - Coopératif

ADMINISTRATION Adresser tout ce qui concerne l'Administration à l'Imprimerie Angevine, 8, rue Boland, 8 ANGERS	ABONNEMENTS UN AN 3 fr. SIX MOIS 1 fr. 75 TROIS MOIS 1 fr.	RÉDACTION Adresser tout ce qui concerne la Rédaction à SENEAU II., 4, rue Bellefontaine, 4 ANGERS
--	--	---

AUX CAMARADES qui ne sont pas encore abonnés

Ne restez pas à demain votre abonnement à L'Effort Social. Vous pouvez l'oublier.

Que tous ceux qui s'intéressent à ce journal envoient leur obole sous forme d'un abonnement.

Pour assurer rédaction, correction, administration, expédition, etc., il faut que soit fourni un effort de chaque jour.

Patience, vous aussi, un effort, si minime soit-il.

Pensez à ceux qui se sont donné pour but d'émanciper, de faire triompher la classe ouvrière et qui, pour cela, donnent leur temps sans compter.

Aidez-les ! Encouragez-les ! En permettant au journal des prolétaires de Maine-et-Loire de vivre et prospérer.

LES AMIS DE L'Effort Social Angevin.

AUX Camarades Cheminots du P. O.

Nous sommes heureux de vous présenter L'Effort Social Angevin, le nouveau journal du prolétariat conscient et organisé de l'Anjou.

Son but ? Erre le trait d'union entre les organisations ouvrières de Maine-et-Loire, et grouper toutes les énergies émanant de ces organisations.

Le camarade SENEAU dans son article « Notre But » paru dans le 1^{er} numéro du 1^{er} mai — a résumé cette tâche claire et précise ce que sera l'Effort.

Pour notre part nous bornerons aujourd'hui à faire un pressant appel en faveur des abonnements à ce journal, parmi nos camarades cheminots.

Beaucoup d'entre nous reçoivent la Chronique des Cheminots de France — hebdomadaire par les Compagnies — dont la véritable raison d'être est de semer parmi nous la division et le doute, en émettant une ligne systématique les actes de notre Fédération et en exaltant nos meilleurs militants. Refuser ces diaboliques et mensonges les plus flagrants voûts, camarades, une des principales raisons d'être du nouveau journal que nous vous présentons.

Mais la raison primordiale de notre appel, celle que nous voulons mettre en relief, est celle qui consiste à montrer à tous nos camarades prolétaires l'importance que prend notre organisation qui, tout en faisant son maximum d'effort pour faire abaisser nos impôts et justes revendications corporatives n'hésite pas à donner en même temps au travailleur désirable au côté politique de nos aspirations. Cela peut être le mieux être social que nos peuples, nos esclaves journaliers, nous donnent le droit d'espérer obtenir dans le plus bref délai possible.

Ih oui ! camarades. But politique à poursuivre également quoique en second lieu. Car il est un fait dont nous ne pouvons pas ne pas tenir compte, c'est celui qui consiste à ce qu'en l'état actuel

Dès de 1830 à 1848 dans certains pays, les prolétaires tentèrent de s'organiser.

En novembre 1847, il y eut à Londres, avec Marx et Engels une réunion de socialistes allemands. Un manifeste fut publié : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'augmenter le travail accumulé dans le capital. Dans la société communiste, le travail accumulé ne sera qu'un moyen d'élargir, d'enrichir, de vivifier la vie des travailleurs. » Et le manifeste se terminait par ces mots : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

En 1848 un congrès international d'ouvriers et prolétaires à Bruxelles, la Révolution ayant été écrasée partout. Et pendant quatre ans il y eut que du chaos.

En 1849, Londres fut une exposition universelle. Napoléon III permit aux ouvriers français d'aller saluer les ouvriers anglais, et les autorisa à choisir eux-mêmes leurs délégués. Les frères d'Angleterre les accueillirent en déclarant que les ouvriers de tous les pays ne tarderaient pas à comprendre que leurs intérêts sont solidaires. Ajoutons que, la même année, à propos de la question polonaise, l'Anglais Odger déclarait que les intrigues de la diplomatie secrète devaient prendre fin, qu'il fallait protéger le travail contre le capital et réunir des congrès internationaux d'ouvriers.

Le 28 septembre 1864, une assemblée internationale se tint à Londres, à St. Martin's Hall. L'Internationale fut créée. Un conseil général international permanent fut élu. Le Luxembourg et Bâle furent représentés en France, Marx représentait l'Allemagne.

On élabora des statuts, Marx rejoignit de l'Union Muziol, en proposa qu'il furent ratifiés par le congrès de Genève en 1866. L'œuvre se terminait par les mots de 1847.

« Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

En 1870-71, le Conseil général se prononça contre la guerre de conquêtes, et proclama le devoir international à tous les groupements ouvriers. Karl

Marx eut une grande espérance au 18 mars 1871. Il pensa que des communes allaient sortir partout comme à Paris, mais les marxistes allemands étaient ou furent traités en prison. Babel accusa la République Française en plein Reichstag. Liebknecht père, protesta contre les annexions.

La conférence de 1871 à Londres proclama la nécessité pour la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique.

Au sein de l'Internationale, Marx eut à soutenir des luttes continuelles. Il avait eu l'idée, mais pour tenir, il devait la laisser aller. Les Proletariens et les B. Kocialistes étaient la majorité. La conférence de La Haye en 1872 décida, en face de l'hostilité des gouvernements européens, de transférer à New York le siège du Conseil général. Elle exilait Bakounine et ses amis. Les blanquistes Hauser et Volzant se retirèrent. L'Internationale était vidée. La chute de la 1^{re} Internationale allait se précipiter.

Le 2 septembre 1873, les représentants de la Confédération de La Haye se réunirent, à Genève, organiser une nouvelle Internationale. Du 8 au 13 septembre de la même année, à Genève, le Conseil général tint un congrès où Karl était absent. Ce congrès fut le dernier. La 1^{re} Internationale disparait, qui n'a jamais réuni plus de cinquante délégués mais qui eut une immense force morale, et qui fut justement relouée, comme première « Association » internationale d'ouvriers, par les classes capitalistes de tous les pays.

Karl Marx mourut en mars 1883.

L'Effort Social eut à se défendre de ne pas paraître en mai sans valuer le père de l'Internationale des Peuples, génie géométrique, penseur puissant, contempteur des classes privilégiées, toutes puissantes à cette heure tragique, si puissantes qu'elles s'acharnent même après la Pensée. Ivresse ou cynisme ! Mais les Gloires de la Pensée ne se mesurent pas comme la Matière.

Ils passeront.

Le marxisme restera.

Marius VUZZO.

KARL MARX et la 1^{re} Internationale

Karl Marx est le fondateur de l'Internationale. Né à Trèves le 2 mai 1818 de parents Israélites, disciple d'Hegel, Karl Marx fut poursuivi en 1843 par le gouvernement prussien. Il vint à Paris où il fut exilé en 1845, passa à Bruxelles d'où il dut partir en 1848. Rentré en Allemagne, il fut poursuivi de nouveau et se réfugia à Londres.

Karl Marx se rapprocha de Proudhon sur bien des points et conduisit comme lui que la propriété, c'est le vol. Son livre : « Das Capital » est un réquisitoire implacable contre le capitalisme. Marx eut à une prise de possession révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Il a le mérite d'avoir mis l'intérêt des ouvriers au-dessus des nationalités, proclamant avec l'Internationale, cette vérité : « L'émancipation des Travailleurs ne sera l'œuvre que des Travailleurs eux-mêmes. »

L'Effort social angevin n° 3 - 1^{er} juin 1918 - ADML

31

s'était donc bien radicalisée sur la gauche¹⁷⁰. Mais en était-il de même pour les syndicats ? Nous reviendrons sur cette question plus loin.

Le journal servait aussi de porte-voix aux luttes ouvrières, centrées alors sur la question brûlante des salaires. Ainsi, le premier numéro de *L'Effort social* présenta le résultat de l'arbitrage effectué le 19 avril par l'Inspecteur des Forges de Nantes, un militaire, pour les établissements relevant de la Défense nationale, en présence des industriels et des délégués ouvriers : on y constate que les augmentations de salaires imposées par cet arbitrage sont légèrement supérieures à ce que proposait initialement le patronat du secteur, mais le journal ne criait pas victoire pour autant et se bornait à présenter les trois documents, propositions patronales, position du Syndicat des ouvriers métallurgistes et arbitrage final, à charge pour les militants de se faire leur opinion, d'autant plus que les établissements Bessonneau, le plus gros employeur d'Angers, n'étaient pas concernés par l'accord. Quinze jours plus tard, le secrétaire du Syndicat des Métallurgistes, qui signait d'un M... discret (en fait, son nom figurait en toutes lettres en bas de l'accord du 19 avril : Mouquet), signala que plusieurs industriels n'appliquaient pas complètement l'accord. Quant à Bessonneau, les sections syndicales des Métallos s'étaient réunies et avaient établi les revendications qu'elles allaient présenter aux directions.

Par ailleurs, un article d'Henri Sureau rendait hommage à Karl Marx¹⁷¹, vilipendé par la presse chauvine parce qu'allemand et socialiste. Henri Sureau se moquait de la bêtise de cette presse en évoquant de grandes figures intellectuelles comme Kant, Hegel, Goethe, Schiller, des musiciens comme Beethoven, Schumann, Haydn, Bach, des artistes comme Dürer, Holbein, des savants comme Kepler, pour démontrer l'inanité du chauvinisme. Il en profitait aussi pour affirmer la « supériorité scientifique » du « déterminisme matérialiste » de Marx sur les socialistes français du 19^e siècle (il citait pêle-mêle Proudhon, Saint-Simon, Fourier, Babeuf). Après avoir résumé les grandes lignes du marxisme, il concluait avec « l'inoubliable appel » : « prolétaires de tous les pays, unissez-vous »... qui ne fut pas censuré, contrairement à l'éditorial de Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux, dans la même livraison du journal...

Le 1^{er} juin, *L'Effort social* rendit de nouveau hommage à Marx, cette fois sous la plume de Marius Villon, mais aussi, de nouveau, à André Bahonneau : son compagnon de lutte, Ludovic Ménard, y rappelait les grandes lignes de la vie de l'ancien secrétaire de la Bourse du Travail d'Angers. C'est aussi dans ce numéro que parut le premier article clairement favorable à la seconde révolution russe, celle d'octobre 1917, qui avait porté au pouvoir les socialistes bolchéviks, alliés pour quelques mois aux socialistes-révolutionnaires de gauche : Marius Villon y dénonçait les calomnies portées - y compris par *L'Humanité*, organe du Parti socialiste français, la SFIO - contre les bolchéviks « vrais ouvriers de la transformation russe », injustement qualifiés de traîtres pour avoir signé la paix de Brest-Litovsk alors qu'ils l'avaient « subie »¹⁷². Et alors que le gouvernement français était sur le point de s'engager dans la guerre civile russe aux côtés des partisans de l'ancien régime tsariste, Marius Villon affirmait dans ce petit article non censuré que « pour nous, socialistes et internationalistes, les Russes restent nos alliés et nos amis¹⁷³ ». A la suite, on pouvait d'ailleurs lire une déclaration de Litvinov et Kamenev, nommés ambassadeurs de la Russie soviétique respectivement à Londres et à Paris, mais non accrédités : les deux éminents bolchéviks y décrivaient le fonctionnement des soviets,

¹⁷⁰ *L'Effort social angevin*, n° 1, 1^{er} mai 1918, page 2.

¹⁷¹ Né à Trèves le 2 mai 1818, « de parents israélites », comme le rappelle Marius Villon dans le n° 3 de *L'Effort social*. Ce rappel était une façon de se démarquer d'un antisémitisme qui était sous-jacent en Anjou (via l'antijudaïsme d'origine chrétienne) et déteignait parfois, de façon marginale, sur le mouvement ouvrier angevin.

¹⁷² Depuis l'armistice du 15 décembre 1917 avec l'Allemagne, les dirigeants bolchéviks avaient fait trainer en longueur les pourparlers de paix, car ils espéraient que la révolution éclate rapidement dans ce pays. Une brutale offensive allemande les obligea à signer la Paix de Brest-Litovsk le 3 mars 1918.

¹⁷³ *L'Effort social angevin*, n° 3, 1^{er} juin 1918, page 3.

et précisaient - avertissement aux deux grandes puissances, la France et le Royaume-Uni - : « Il ne sera pas facile d'enlever de nouveau la terre aux paysans et de priver les ouvriers de la participation à la gestion des usines » ; de plus, « la situation créée par la paix russo-allemande ne durera pas », car « il y aura parmi les masses allemandes une infection sociale puissante [...] donnant au prolétariat l'occasion de demander des comptes ». Vison prophétique de la future révolution allemande de novembre 1918.

Ainsi, si l'on fait le bilan des grèves du printemps en Anjou, on constate sans surprise que contrairement aux grandes régions ouvrières, l'effervescence sociale y a été limitée. Limitée d'une part par la faiblesse numérique, dans ce département à dominante rurale, d'un mouvement ouvrier partagé de surcroît entre tenants et adversaires de l'Union sacrée, mais aussi par le paternalisme exercé par le principal employeur de la capitale de l'Anjou, Jules Bessonneau, qui en aplanissant les conflits préservait au passage ses profits, puisque les petites augmentations octroyées pour compenser l'inflation n'entamaient pas la faiblesse structurelle des salaires pratiqués dans son entreprise¹⁷⁴.

Au plan national, la répression gouvernementale continua, frappant désormais directement les premiers opposants cégétistes à la guerre, la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs, lâchés désormais par Merrheim et la majorité de la Fédération des Métaux. C'est ainsi que les instituteurs pacifistes François et Marie Mayoux, qui avaient écrit dans l'été 1917 une brochure pacifiste tout en se déclarant « patriotes », mais aussi dénoncé publiquement le « lâchage » de Merrheim, furent incarcérés le 21 mai, lui à la Santé puis à Clairvaux, elle à la prison parisienne Saint-Lazare¹⁷⁵ puis à Montpellier. Quant au front, il tenait, et la police ne signala à Angers que quelques « défaillances isolées » parmi les soldats : « désertions et insoumissions. Quelques suicides se sont produits » précisa le commissaire central¹⁷⁶, bref, des quantités négligeables - sauf évidemment, penserons-nous, pour les familles des soldats concernés, mais ce n'était pas le problème du policier, ni celui du préfet. La censure veillait, et blanchit le paragraphe de conclusion d'un article de *L'Effort social* du 15 juin consacré au « défaitisme », dont étaient accusés à tort et à travers tous ceux qui « maudissent la guerre et ses horreurs », depuis « l'épouse et la mère », « atteintes en leurs plus chères affections » jusqu'au « poilu » qui « n'aspire qu'à la paix¹⁷⁷ ». Dans le même numéro, on apprenait aussi la perquisition dont avaient été victimes les époux Bouët ainsi que les sanctions qui frappaient d'autres instituteurs et institutrices ailleurs en France : fin mars, Lucie Colliard¹⁷⁸ était passée en Conseil de guerre à Grenoble (elle y fut condamnée à 2 ans de prison sans sursis et 1000 F d'amende), tandis que Fernand Lorient et Henriette Izambard avaient été déplacés d'office. Quant à

¹⁷⁴ Julien Bertrand-Bessonneau, dit « Monsieur Jules », était le fils adoptif de Julien Bessonneau (1842-1916). Ce dernier était surnommé « Goussepain », la faiblesse des salaires qu'il accordait permettant tout juste, selon ses détracteurs ouvriers, de s'acheter une gousse d'ail et du pain. Cf. Jacques Bouvet, *Bessonneau Angers*, SEA, 2002, page 53. L'expression lui survivra, Bessonneau étant qualifié de « Maison Goussepain » au moins jusqu'aux années Trente...

¹⁷⁵ Ancienne léproserie au Moyen-Age, devenue prison des fils de famille au 17^e siècle (Beaumarchais y séjourna), ce bâtiment parisien devint au 19^e siècle une prison pour femmes (environ 1300 détenues, dont des prostituées). Elle a été fermée en 1927. Louise Michel et Hélène Brion y sont passées.

¹⁷⁶ Commissaire central à Préfet, 18 juin 1918.

¹⁷⁷ *L'Effort social angevin*, n° 4, 15 juin 1918, page 3.

¹⁷⁸ Lucie Colliard (1877-1961), révoquée de l'Education nationale, militante socialiste et syndicaliste, fit partie après la guerre du Comité de la 3^e Internationale, puis du Parti communiste, dont elle siégea au Comité Directeur comme suppléante au début des années 20. Elle fut un temps co-secrétaire de l'internationale des femmes communistes. Elle quitta le PC après l'exclusion de Trotsky, fit un bout de chemin avec la revue communiste oppositionnelle *Contre le Courant* (1927-1929), puis réintégra la SFIO où elle rejoignit le courant de Marceau Pivert, qu'elle suivit au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) en 1938. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle retourna à la SFIO, qu'elle quitta à nouveau en 1958 à cause du soutien de Guy Mollet à de Gaulle.

Hélène Brion, après être passée elle aussi en Conseil de guerre à Paris, elle avait échappé à la prison (3 ans avec sursis), mais était révoquée le 25 avril... avec effet rétroactif au 17 novembre 1917, ce qui évitait à l'Etat de lui payer son salaire sur l'ensemble de cette période. D'autres instituteurs et institutrices, comme Josette et Jean Cornec, du Finistère, furent « censurés »¹⁷⁹ « pour avoir refusé de commenter en classe des affiches illustrées envoyées aux écoles pour exalter la continuation de la tuerie¹⁸⁰ ».

Le féminisme fait désormais partie des préoccupations des militants syndicalistes angevins

Arrêtons-nous un instant sur *L'Effort social*, qui, dès son 4^e numéro, fit une place au mouvement féministe. On sait que bien avant la guerre, les syndicalistes révolutionnaires, de même que les communistes anarchistes¹⁸¹ et les socialistes marxistes, étaient partisans de l'égalité entre les femmes et les hommes, égalité des droits autant qu'égalité sociale¹⁸². Ainsi, en Allemagne, Clara Zetkin publiait depuis 1892 un journal dont le nom résumait le programme, *Die Gleichheit (L'Egalité)*. Cette dirigeante social-démocrate avait d'ailleurs développé à partir de 1900 une organisation des Femmes socialistes, dont les congrès se tenaient juste avant le congrès du Parti social-démocrate. Ce modèle de fonctionnement avait été transposé au niveau international, la Conférence internationale des femmes socialistes se tenant elle aussi dans les jours précédant le Congrès de l'Internationale socialiste¹⁸³. De plus, la guerre avait entraîné l'irruption massive des femmes dans le monde du travail salarié, et favorisé ainsi, l'hyperinflation aidant, le développement de leur esprit revendicatif.

Suivant l'exemple de Clara Zetkin, la française Louise Saumoneau avait créé en 1913 le Groupe des Femmes socialistes, lié au Parti socialiste SFIO. Mais, en l'absence d'un groupe socialiste féminin angevin, c'est à une organisation féministe « bourgeoise » que *L'Effort social* du 15 juin 1918 offrit une tribune : le journal rendit compte en effet d'une réunion publique du groupe angevin de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes (UFSF), organisation dirigée au niveau national par Cécile Brunshvicg, et dont l'action se focalisait effectivement davantage sur le droit de vote que sur les questions sociales concernant les femmes. Ce groupe, qui avait présenté aux élections législatives de 1914 un candidat (le mari de sa présidente locale, Mme Billot-Thulard), venait d'organiser le dimanche 26 mai, à la Bourse du Travail, et sous la présidence du Maire d'Angers, une « conférence féministe » en faveur du droit de vote des femmes, avec comme orateurs principaux Pauline Rebour, licenciée en Droit, et André Gouguenheim, avocat-conseil de la Ligue des Droits de l'Homme. Cette conférence était la première organisée par l'UFSF en Anjou depuis la déclaration de guerre, ce qui nous permet de constater au passage la corrélation entre le renouveau de l'action socialiste et celui

¹⁷⁹ La loi Goblet du 30 octobre 1886 prévoyait cinq « peines disciplinaires applicables au personnel de l'enseignement primaire public », soit, par ordre croissant de sévérité : la *réprimande*, prononcée par l'Inspecteur d'Académie (IA), la *censure*, prononcée par l'IA après avis motivé du Conseil départemental de l'Enseignement primaire, la *révocation*, prononcée par le Préfet, sur proposition de l'IA, et enfin les *interdictions temporaire ou définitive*. Seules les 3 premières sanctions furent infligées aux instituteurs militants, mais aussi une peine intermédiaire de fait entre la censure et la révocation, le *déplacement d'office*, infligé également par le Préfet. Cf. Françoise Mayeur, *Histoire Générale de l'Enseignement et de l'Education en France, tome 3*, Nouvelle Librairie de France, 1981, page 632.

¹⁸⁰ François BERNARD, Louis BOUET, Maurice DOMMANGET, Gilbert SERRET, *Le syndicalisme dans l'Enseignement, Histoire de la Fédération de l'Enseignement des origines à l'unification de 1935, tome 2*, Collection « Documents de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, non daté (1969), page 73.

¹⁸¹ La *Fédération communiste anarchiste* succéda en 1912 à la *Fédération révolutionnaire communiste*, fondée en 1910. Ce fut la première organisation libertaire française, au sein d'un mouvement structuré jusque là par des journaux.

¹⁸² Ce n'était pas le cas de tous les courants socialistes ou anarchistes, notamment celui de Proudhon.

¹⁸³ C'est la 2^e Conférence internationale des femmes socialistes qui fixa au 19 mars 1911 la 1^{ère} journée internationale de lutte des femmes, sur proposition de Clara Zetkin et d'Alexandra Kollontai. La date du 8 mars fut ensuite instaurée par le mouvement communiste après la 1^{ère} Guerre mondiale, en référence à la manifestation de femmes du 8 mars 1917 à Petrograd par laquelle commença la première révolution russe.

du féminisme¹⁸⁴. Cette information fut suivie quinze jours après d'un appel « Aux femmes » développant les arguments de l'UFSF en faveur du vote des femmes¹⁸⁵. Dans le même numéro de *L'Effort social*, d'ailleurs, faisant le compte rendu de la réunion de l'UD CGT du 17 juin, Pierre Pilard, qui venait d'être élu secrétaire départemental, cita justement le féminisme comme une des questions importantes du moment, à laquelle il devait personnellement se former, au même titre que pour les questions d'actualité, la réorganisation économique ou la main d'œuvre étrangère.

A l'automne 1918, *L'Effort social* annonça une nouvelle réunion de l'UFSF, cette fois avec l'avocate Maria Vérone, au Cirque-Théâtre¹⁸⁶, mais sans préciser de date. Il n'en fut plus question ensuite, mais la défense des droits des femmes s'exprima dans une déclaration de la Fédération des Métaux qui dénonçait, la guerre étant maintenant terminée avec l'Armistice du 11 novembre, le renvoi brutal au foyer des femmes qui travaillaient dans l'industrie, cela sans leur assurer le moindre revenu. Dans la même livraison de *L'Effort social*, apparut même temporairement une rubrique intitulée *Le Mouvement Social Féminin*, qui informait les lectrices/lecteurs que cinq femmes avaient été nommées par le gouvernement anglais dans deux sous-commissions chargées de fixer une taxe sur le luxe. On y apprenait aussi que le grand prix du roman de l'Académie française avait été attribué à Mlle Saint-René Taillandier¹⁸⁷, et que la susdite institution avait décerné un prix à « Mme Divona Vekovitch, auteur d'un dictionnaire français-serbe et serbe-français¹⁸⁸ ». Le syndicalisme ouvrier angevin, jusque là très masculin, s'ouvrait ainsi à la promotion des femmes, même si elles n'étaient pas socialistes.

Les premiers signes de fracture dans le mouvement ouvrier angevin

C'est dans cette période que l'on voit apparaître dans les rangs de la CGT angevine quelques indices annonciateurs des futures dissensions. Ainsi, en juillet 1918, dans le n° 5 de *L'Effort social*, on pouvait lire au détour d'une phrase de l'article de Pierre Pilard sur l'action syndicale des ardoisiers de la Société de l'Anjou pendant la guerre, une référence au « véritable esprit d'union sacrée » dont les ouvriers mineurs avaient fait preuve en acceptant des retenues sur leurs salaires pour financer l'effort de guerre. De même, un peu plus loin, le même Pilard écrivait, face au refus de la direction des Ardoisières de l'Anjou de trouver un compromis : « Soucieux de la paix intérieure, nous dûmes nous incliner ». Et il ajoutait que son organisation syndicale, « toujours soucieuse de l'intérêt général [c'est-à-dire celui de l'entreprise, patrons et salariés confondus] » s'était heurtée à un mur de refus de la part des patrons. De toute évidence, même si au final la direction dut reculer partiellement, ce type de discours, conciliant envers le patronat, ne pouvait que se trouver en contradiction un jour ou l'autre avec celui de la mouvance syndicaliste-révolutionnaire.

Comme pour illustrer ce grand écart, l'article qui suivait celui de Pilard, écrit par l'avocat socialiste Henry Torrès et tiré du journal - socialiste lui aussi - *Le Populaire*, prenait résolument la défense du gouvernement bolchévique de Lénine et « Trotzky », et dénonçait la menace d'une intervention alliée aux côtés des Japonais en Extrême-Orient¹⁸⁹ : « espérez-vous créer contre l'Allemagne un nouveau front d'Orient, ou ne vous proposez-vous pas tout simplement de réprimer la révolution russe et de faire régner, par le fer japonais, un nouvel « ordre moral » dans l'ancien empire des Tzars ? ». Et Henry Torrès de fustiger un certain Varenne, « socialiste de gouvernement, qui reproche aux

¹⁸⁴ Sur le groupe angevin de l'UFSF, voir le Cahier du CESA n° 8.

¹⁸⁵ *L'Effort social angevin*, n° 5, 1^{er} juillet 1918, page 2.

¹⁸⁶ *L'Effort social angevin*, n° 13, 1^{er} novembre 1918, page 4.

¹⁸⁷ Henriette Saint-René Taillandier, dite Camille Mayran (1889-1989), femme de lettres catholique.

¹⁸⁸ *L'Effort social angevin*, n° 16, 15 décembre 1918, pages 3 et 4.

¹⁸⁹ Un corps expéditionnaire japonais venait de débarquer à Vladivostok le 5 avril. Rappelons que pendant la Première Guerre mondiale, le Japon était allié à la Triple Entente. De plus, le 1^{er} juillet 1918, un autre corps expéditionnaire, franco-anglais celui-là, débarqua à Mourmansk, apportant un soutien militaire et logistique à l'Armée blanche du Nord, contre-révolutionnaire.

Bolchevistes d'avoir fait un gouvernement socialiste¹⁹⁰ ». Il est vrai qu'à partir de l'été 1918 la quasi-totalité des dirigeants socialistes et syndicalistes condamnaient l'intervention française en Russie, guerre non déclarée par le parlement et donc inconstitutionnelle à leurs yeux, ce qui au demeurant ne signifiait pas forcément un soutien à la politique intérieure menée par les Bolchéviks russes¹⁹¹.

Mais pour l'instant, le pays était encore en guerre, les gens enclins à la prudence et ils ne se mettaient en grève que quand ils étaient exaspérés par la maigreur des salaires et l'inflation continue. Aussi le commissaire central put-il écrire, après la fin de la grève de la Maison Léon, que « les difficultés ouvrières peuvent être considérées comme quantité négligeable », étant entendu que « quelques autres corporations qui commençaient à s'agiter en raison de la cherté de la vie, ont obtenu des augmentations de salaires qui leur ont donné satisfaction¹⁹² ». A la campagne, en juillet, l'émotion avait été calmée malgré deux réquisitions de chevaux à un mois d'écart dans les cantons de Baugé et de Noyant, et en août, il se trouva que la moisson était excellente : « Cela ne contribuera pas peu au bon moral de nos campagne, éprouvées cependant par de nombreux deuils au cours des derniers événements militaires¹⁹³.

Du côté des ouvriers et des syndicalistes, la surveillance continuait : le sous-préfet de Cholet signala ainsi que « le sieur Vion, secrétaire du syndicat (rouge) des ouvriers tisseurs de Cholet, a participé au Congrès de la CGT, qui a eu lieu à Paris, dans la 2^e quinzaine de juillet dernier¹⁹⁴ ». A ce congrès, les minoritaires, qui cherchaient d'ailleurs depuis plusieurs mois des compromis avec la majorité, n'avaient guère progressé¹⁹⁵. En Anjou, des syndicats se constituaient ou bien se reconstruisaient : ainsi, dans *L'Effort social*, un certain L. Bellanger, « secrétaire du Syndicat des Maçons d'Angers et parties similaires » et aussi du « Syndicat d'Industrie du Bâtiment », avait lancé un appel argumenté « aux travailleurs du Bâtiment » à rompre avec l'individualisme et à rejoindre le syndicat et la Bourse du Travail, au nom de la lutte des classes entre le Travail et le Capital. Dans un autre article, Pilard versa lui aussi dans la culpabilisation, reprochant aux salariés de « l'Empire » Bessonneau (qui étendait son emprise à la tréfilerie-câblerie de Saint-Léonard, au Meuble Massif, et aurait lorgné des mines de charbon voire de fer) de n'être pas syndiqués, « exception faite de quelques ateliers », ce qui selon lui expliquait les bas salaires et « le régime du bon plaisir » patronal.

C'est aussi dans cette période estivale que, pour la première fois dans *L'Effort social*, la perspective d'un éclatement du Parti socialiste fut évoquée : le secrétaire fédéral, Marius Villon, affirma explicitement, à propos des « trois nuances du socialisme » qui présentaient chacune une motion pour le congrès socialiste SFIO, prévu pour le mois d'octobre, que celle de Lorient (les « Kienthaliens ») pourrait facilement absorber celle de Jean Longuet (pacifiste hésitant), mais pas celle du « vétérinaire » Renaudel (interventionniste anti-bolchévik), tout en sachant qu'il serait « plus difficile à la droite majoritaire d'évoluer vers la minorité ancienne, qu'à la gauche minoritaire d'être emportée vers les Kienthaliens ». Il ajoutait : « Malgré le désir d'entente, la scission doit s'affirmer entre socialistes nationaux et socialistes internationalistes »¹⁹⁶. Quinze jours plus tard, Henri Sureau contredit ce point de vue en affirmant que Lorient avait eu tort au Conseil national de refuser

¹⁹⁰ *L'Effort social angevin*, n° 5, 1^{er} juillet 1918, page 4.

¹⁹¹ Ainsi, des trois députés socialistes qui intervinrent les 24 et 25 mars 1919 à la Chambre des Députés pour dénoncer l'intervention en Russie, l'ancien guesdiste et socialiste de guerre Marcel Cachin optera pour le communisme juste avant le Congrès de Tours, après un voyage en Russie dans l'été 1920, Ernest Lafont adhéra au PC mais en sera exclu en janvier 1923, et Mayéras resta à la SFIO reconstituée autour de Léon Blum.

¹⁹² Commissaire central à Préfet, 17 juillet 1918.

¹⁹³ Sous-préfet de Baugé à Préfet, 20 juillet et 19 août 1918.

¹⁹⁴ Sous-préfet de Cholet à Préfet, 20 août 1918. Le congrès de la CGT s'est tenu du 15 au 18 juillet 1918.

¹⁹⁵ Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Editions Complexe, 1995, pages 96-97.

¹⁹⁶ *L'Effort social angevin*, n° 8, 15 août 1918, pages 3-4.

l'entente avec les Longuettistes et aussi un peu plus à droite avec Cachin, entente qui aurait pu donner au Parti socialiste un « coup de barre à gauche¹⁹⁷ ».

Les partisans de l'Union sacrée perdent la direction du Parti socialiste

De fait, au 15^e congrès socialiste, réuni du 6 au 10 octobre 1918 à Paris, la hausse des effectifs (de 28 000 adhérents en 1917 à 38 000 en 1918) profita surtout aux minoritaires de guerre, qui emportèrent désormais la majorité des mandats (1528) contre 1212 à la direction sortante, Léon Blum ne recueillant que 181 mandats sur un texte qualifié de « centriste »¹⁹⁸. Marcel Cachin, ex-majoritaire d'union sacrée, remplaça Renaudel à la direction du quotidien *L'Humanité*, tandis que Frossard devint secrétaire général du Parti¹⁹⁹. Louise Saumoneau et Fernand Lorient, animateurs de l'aile gauche du Parti et du CRR, entrèrent à la Commission Administrative Permanente (CAP), l'exécutif du Parti. Le Parti socialiste commença alors à s'effriter sur la droite : après qu'un nouveau congrès tenu en avril 1919 eut décidé de ne plus voter les crédits de guerre, une première scission survint à l'automne, emportant ceux qui ne supportaient pas d'être minoritaires, voulaient continuer de voter le budget militaire, et de surcroît n'avaient pas été investis par la Fédération de la Seine pour les élections législatives... Ils furent finalement exclus après-coup par le congrès de Strasbourg (février 1920).

Fin 1918, une tension sociale latente

Dans la période qui précéda immédiatement l'armistice du 11 novembre, période pendant laquelle les armées austro-allemandes reculaient partout sur le champ de bataille européen, les rapports préfectoraux ne signalèrent que quelques velléités de grèves sur les salaires, rapidement calmées : chez les employés des tramways (sur l'intervention du préfet et « après de longs pourparlers, un arrangement amiable est intervenu accordant satisfaction aux ouvriers et le travail n'a pas été interrompu»), dans la Chaussure (grève « partielle [...] intéressant un petit nombre d'ouvriers²⁰⁰ », dans le bâtiment (les charpentiers restent partiellement en grève, les plâtriers ont accepté un compromis, les autres sont satisfaits de l'accord accepté par les plâtriers²⁰¹.

Même si la situation sociale apparaît ainsi « sous contrôle », le préfet tint à signaler, bien qu'elle ait eu selon lui « peu de succès », une réunion syndicaliste tenue le 24 septembre à la Bourse du Travail d'Angers « au cours de laquelle des propos d'une certaine violence ont été tenus par le n[omm]é HUBERT²⁰², secrétaire du syndicat des Terrassiers de la Seine et par le n[omm]é PILARD, secrétaire de la B[ourse] du Travail », tout en précisant que « cette réunion [n'avait] pas eu d'écho sérieux dans les centres ouvriers²⁰³ ». Le préfet passait ainsi alternativement le chaud et le froid dans son rapport, ce qui était sans doute une façon pour lui de se couvrir au cas où des événements plus

¹⁹⁷ *L'Effort social angevin*, n° 9, 1^{er} septembre 1918, pages 2-3.

¹⁹⁸ Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République*, Petite Bibliothèque Payot, 1977, tome 1, page 213.

¹⁹⁹ Oscar Louis Frossard, dit Ludovic-Oscar (1889-1946), instituteur, sera le premier secrétaire général du Parti communiste au lendemain du Congrès de Tours (décembre 1920). Franc-maçon, il démissionnera de ce poste en janvier 1923 pour former un éphémère Parti communiste unitaire et réintègrera la SFIO en 1924.

²⁰⁰ Préfet à l'Intérieur, 30 septembre 1918. Pour ce qui concerne la Chaussure, il s'agit des ouvriers de la Maison Malbert et Piton, qui avaient cessé le travail le 30 août.

²⁰¹ Préfet à l'Intérieur, 31 octobre 1918.

²⁰² Emile Hubert (1874-1940) était syndicaliste-révolutionnaire et secrétaire du syndicat des terrassiers de la Seine depuis 1911. Il fut plusieurs fois emprisonné avant la guerre pour sa participation à des actions antimilitaristes (contre la loi des Trois ans, pour le Sou du soldat). Il n'avait pas cédé à l'Union sacrée pendant la guerre, et présida même la réunion qui transforma le 7 novembre 1915 le « comité de Zimmerwald » en Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Un an plus tard, il participa aussi à la création du Comité de Défense Syndicaliste, branche syndicale du mouvement zimmerwaldien.

²⁰³ Préfet à l'Intérieur, 30 septembre 1918.

sérieux surviendraient. Il est vrai que le syndicat des terrassiers de la Seine était un des plus virulents de la CGT pendant l'avant-guerre, mais la réunion était aussi co-présidée par Pierre Pilard, dont on a vu un peu plus haut le côté « modérantiste »... Il s'agissait sans doute de la réunion des ouvriers du Bâtiment, chroniquée par *L'Effort social*, qui la datait du 20 septembre. Ceux-ci avaient en effet approuvé une résolution qui appelait à s'engager dans le syndicat et réclamait la libération des militants emprisonnés depuis le printemps (« Péricat, Flageolet, Andrieux [sic]²⁰⁴, Mayoux et sa Compagne »), texte qui fut censuré en deux endroits... Selon le compte rendu fait par le secrétaire, Bellanger, une collecte « pour les camarades sous les verrous » avait donné 20 F et 5 centimes. Le danger pour « le moral de la Nation » ne devait donc pas être bien grand...

L'armistice une fois signé, le commissaire central parla d'« allégresse générale ». La menace de représailles contre les ouvriers qui se mettraient en grève aurait donc dû baisser de plusieurs crans et cela aurait dû inciter les salarié-e-s à réclamer le rattrapage des salaires rognés par l'inflation, mais la « réunion syndicaliste » qui se tint le 19 novembre à la Bourse du Travail d'Angers n'eut elle aussi, toujours selon les autorités, que « peu de succès ». De plus, cette fois, le délégué de la CGT « venu tout exprès de Paris y [avait] pris la parole en termes fort mesurés²⁰⁵ » aux yeux du policier.

Après l'Armistice, le mouvement ouvrier commence à relever la tête

Pour sa part, *L'Effort social* du 15 novembre titra « Enfin ! » un petit éditorial qui dénonçait « l'horrible tragédie qui, à travers les siècles, marquera d'un large trait rouge l'évolution de l'Humanité ». Ce texte fut censuré lui aussi en plusieurs endroits²⁰⁶... Quant à celui du 1^{er} décembre, il rendit compte de l'assemblée syndicale du 19 novembre en d'autres termes que la police : en fait, il s'agissait d'une tournée nationale de conférences de propagande de la CGT, avec comme orateur le secrétaire de la Fédération de l'Alimentation, Savoie²⁰⁷. Contrairement à la version policière, pour l'auteur du compte rendu, sans doute Pierre Pilard, la salle de la Bourse du Travail d'Angers était « comble », et la conférence fut d'ailleurs réitérée le lendemain à Trélazé, salle de la Coopérative, où le succès était assuré.

L'ordre du jour de ces deux meetings, les premiers de cette importance depuis la déclaration de guerre, comportait trois points : la réorganisation interne de la CGT (la représentation directe des UD et Fédérations au sein du Comité national), mais aussi la réorganisation économique de la France en vue du retour des soldats et de la reconstruction. La CGT réclamait alors en effet la nationalisation des chemins de fer, des mines de charbon et de fer, des ardoisières, l'aménagement des ports, ainsi qu'une politique de paix, notamment le soutien au Président Wilson « pour lutter contre les protagonistes de l'écrasement des empires centraux²⁰⁸ » qui provoqueraient « une nouvelle déclaration de guerre à longue échéance », et enfin une diplomatie « au grand jour »²⁰⁹. Quant au programme syndical, il contenait surtout la revendication de la journée de 8 heures, à l'origine des manifestations du 1^{er} mai depuis 1890.

L'assemblée adopta « à l'unanimité » un « ordre du jour » qui reprenait les principaux thèmes développés dans cette conférence et approuvait « l'appel lancé à la nation par la CGT et le PSU ».

²⁰⁴ Il s'agit de Clovis Andrieu, le leader syndicaliste révolutionnaire de la région de Saint-Etienne, emprisonné depuis mai 1918.

²⁰⁵ Commissaire central à Préfet, 23 novembre 1918.

²⁰⁶ *L'Effort social angevin* n° 14, 15 novembre 1918.

²⁰⁷ Auguste Savoie (1876-1949) appartenait à l'aile « réformiste » de la CGT, autour de Léon Jouhaux. Il s'engagea ensuite dans le courant ultra-pacifiste et anticommuniste *Syndicats*, autour de René Belin, futur ministre du Travail de Pétain. Ayant participé aux organismes créés autour de la Charte du Travail sous Vichy, il fut exclu à vie des organisations syndicales à la Libération.

²⁰⁸ La phrase visait implicitement la politique belliqueuse de Georges Clémenceau.

²⁰⁹ Le gouvernement bolchévique refusait lui aussi la « diplomatie secrète ».

Celui-ci réclamait l'amnistie pour les militants inquiétés, ainsi que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (refus de toute tentative des Alliés « pour étouffer le socialisme naissant en Russie, en Autriche et en Allemagne²¹⁰ ». Ces deux réunions avaient été précédées d'une assemblée de 25 syndicats (sur 30) le 17 novembre pour - entre autres -mettre au point, là aussi à l'unanimité, l'ordre du jour qui devait être adopté le surlendemain.

Une telle unanimité n'était pas vraiment surprenante : au niveau national, en effet, la majorité réunie autour de Jouhaux avait finalement décidé de se séparer des partisans de la guerre les plus jusqu'au-boutistes pour se rapprocher des anciens minoritaires comme Merrheim, sur une ligne réformiste-pacifiste. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle tout le monde trouvait son compte dans le texte adopté à Angers : d'une part l'aile réformiste, avec la revendication des réformes de structures (les nationalisations), qui restaient dans le cadre du capitalisme, mais aussi la fraction la plus radicale, avec la dénonciation tant de la répression en France que des interventions militaires alliées contre les mouvements révolutionnaires en Europe. N'oublions pas non plus qu'avec la formation de conseils d'ouvriers et de soldats en Alsace, la révolution frappait aux portes du pays.

Au-delà d'une assemblée nombreuse, la remontée du mouvement ouvrier se traduisait aussi par la longue grève - commencée en octobre - des ouvriers charpentiers (la mention de cette grève fut d'ailleurs censurée dans *L'Effort social*). Cette grève vit se manifester une forte solidarité ouvrière : 688 F de dons avaient en effet été collectés au 15 décembre, non seulement par la plupart des syndicats angevins, mais aussi par quelques structures syndicales nantaises (dockers, charpentiers bien évidemment, mais aussi granitiers, sous-agents PTT, Jeunesse syndicaliste), ainsi que par les coopératives (Angers-Doutre, Angers-Madeleine) et la Fédération du Bâtiment²¹¹.

Conclusion provisoire : l'affaire du monument aux morts de Trélazé

C'est aussi dans cette période que Pierre Pilard, secrétaire de la Bourse du Travail d'Angers, émit dans *L'Effort social* quelques « réflexions autour de l'érection d'un monument » (c'est le titre qu'il donna à son article). En effet, la municipalité ouvrière de Trélazé avait envisagé, comme des milliers d'autres à l'époque, d'ériger un monument aux morts de la guerre qui venait de se terminer. Certes, commentait Pilard, « on ne fera jamais trop pour rendre hommage à ceux qui ont fait l'ultime sacrifice pour, dit-on, la défense du droit et la liberté ». Mais il ajoutait, en évoquant la mort au front d'un « bon camarade », les derniers propos que celui-ci lui avait tenus à l'occasion d'une permission, dans lesquels il demandait que l'on s'occupe des femmes des « poilus » et de leurs enfants. Aussi Pilard s'opposait-il à l'érection de ce monument qu'il considérait comme une dépense inutile. Pour lui, il valait mieux faire pression sur la compagnie des tramways pour qu'elle accorde aux « ouvriers et ouvrières, apprentis et écoliers, formant le plus fort contingent des voyageurs du « deuxième tram », les « mêmes prérogatives » que celles dont profitaient « les travailleurs de l'usine Bessonneau », c'est-à-dire le demi-tarif « comme cela se faisait avant la guerre ». Et il concluait : « la solution rapide de ces modestes revendications [...] serait peut-être aussi appréciée que l'érection d'un monument [...] »²¹². Ce débat ne fut tranché qu'en décembre 1920...

[A suivre...]

²¹⁰ Des conseils d'ouvriers et de soldats étaient apparus début novembre en Autriche-Hongrie et surtout en Allemagne, où la République venait d'être proclamée. A l'image de la Révolution russe d'octobre 1917, l'Allemagne se dota même provisoirement d'un « Conseil des commissaires du peuple »...

²¹¹ *L'Effort social angevin* n° 15, 1^{er} décembre 1918.

²¹² *L'Effort social angevin* n° 16, 15 décembre 1918.

ANNEXE

Lettre de Ludovic Ménéard à Louis Bouët, 15 décembre 1915

[en-tête du syndicat des Ardoisiers, section de Trélazé]

« Je suis au courant des efforts de Merrheim. Ce que j'en pense ?

Ayant foi dans la sincérité de Merrheim, je les considère comme très louables, mais je ne crois pas à leur efficacité.

Malgré mon plus vif désir de la fin du cauchemar, je ne puis admettre que, dans les circonstances présentes, même sans annexions, et sans indemnités surtout, les belligérants consentent une paix qui ne serait pas autre chose que la consécration du militarisme dans ce qu'il a de plus odieux et de plus brutal.

Depuis plus de cinquante ans, l'immense majorité des Allemands n'a pas eu d'autre culte que celui de la force, et si, aujourd'hui, un certain nombre d'entre eux semblent fatigués de la longueur des hostilités, c'est que, contre toutes prévisions, leur but d'asservissement général de l'Europe, que dis-je !, du monde, est manqué.

Je ne puis oublier l'attitude ironique de ces gens-là lorsque, dans les congrès internationaux, Jaurès, Hervé et d'autres socialistes se multipliaient à l'effet de trouver un terrain d'entente propre à éviter la guerre.

Quelles réceptions firent-ils à Griffuelhes²¹³, les Legien²¹⁴, les Singer²¹⁵ et autres manitous des Syndicats et de la Social-Démocratie, alors qu'incognito, au lendemain d'Agadir²¹⁶, notre secrétaire général, au nom de la CGT, allait leur demander si, en cas de menace de guerre, ils ne seraient pas disposés à mettre tout en œuvre pour tenter de l'éviter ?

Grise mine, pour le moins, reflétait leur visage.

Dès cette époque, ils donnaient leur mesure. A part Liebknecht et une demi-douzaine d'autres, tous Allemands adorant leur abominable Kaiser, avant d'être socialistes et syndicalistes.

Je le répète, c'est parce que leur coup est manqué, c'est parce que, eux aussi, souffrent actuellement plus atrocement peut-être que leurs adversaires des calamités qu'ils ont déchaînées ou laissé déchaîner sans protestation que, peut-être, ils consentiraient à rentrer chez eux indemnes de toutes réparations d'un cœur léger, sans autre souci que celui de prendre le temps nécessaire pour nous préparer une nouvelle raclée, cette fois définitive.

Je sais que vous m'objecterez qu'on n'est pas sûrs de vaincre, et que la prolongation des hostilités ne servira qu'à grossir l'hécatombe de millions de malheureux qui déjà ont payé de leur vie ce crime, bien particulièrement allemand.

²¹³ Victor Griffuelhes (1874-1922), secrétaire de la CGT (1901-1909).

²¹⁴ Carl Legien (1861-1920), président des syndicats allemands de 1891 à sa mort.

²¹⁵ Paul Singer (1844-1911), député au Reichstag, coprésident du SPD de 1890 à sa mort.

²¹⁶ La crise d'Agadir (1911), du nom d'un port marocain, est la seconde crise grave entre la France et l'Allemagne à propos du Maroc, dont les deux pays essayaient de prendre le contrôle. Elle se solda par un compromis : l'Allemagne renonça au Maroc en échange d'une partie du Congo français.

Mais je sais aussi que vous n'accepteriez jamais, quelles que puissent être les conséquences, une paix à n'importe quel prix.

Des socialistes, des syndicalistes et des révolutionnaires ne peuvent consentir à marcher au pas de parade, à abandonner leur idéal de paix universelle.

Dans mon esprit, la victoire de l'Allemagne scelle à tout jamais nos espérances. Les peuples n'obéiraient plus qu'à des impulsions, purement mécaniques, le militarisme ayant tué en germe toute pensée et toute initiative.

Comme vous le voyez, mon cher Bouët, je ne crois pas comme vous à la paix possible par l'intermédiaire des neutres.

Ce n'est pas une raison pour ne pas organiser une réunion intime - nous ne pourrions la rendre publique - non à la salle de la Maraîchère, mais à la Coopérative dans laquelle Merrheim et vous viendriez exposer vos idées.

Je ferai le nécessaire pour tel jour qui vous conviendra.

A mon grand regret, je n'ai pu me rendre chez vous. Par ce temps de chien, à tous les points de vue, il eut été bon, pourtant, d'échanger nos impressions au coin du feu. Ce sera chez moi, quand vous me ferez le grand plaisir de venir à Trélazé.

Ma meilleure poignée de main,

Ludovic Ménard

Quelques remarques sur ce texte :

Tout d'abord, relevons que pour Ludovic Ménard, il n'y avait de militarisme qu'allemand. De fait, c'était nier toutes les luttes antimilitaristes, notamment contre la guerre au Maroc, menées en France avant la Première Guerre mondiale, notamment par la CGT, à laquelle Ménard appartenait, et aussi par l'Association Internationale Antimilitariste dont faisaient partie un certain nombre de ses dirigeants et militants.

De même, Ménard minimisait les campagnes menées chaque année par le SPD contre le vote des budgets de guerre par le Reichstag - en vain il est vrai, mais il en était de même en France. Pour lui, tous les Allemands étaient militaristes. Certes, il n'allait pas jusqu'à les traiter de « Huns », comme le firent certains partisans de la guerre à outrance, mais il se révélait ici nettement jusqu'au-boutiste, ce qui correspond du reste aux remarques élogieuses que faisait à propos de son « patriotisme » le commissaire central d'Angers dans son rapport au préfet du 23 décembre 1917.

Dernière remarque : Ludovic Ménard attribuait aux dirigeants socialistes allemands une attitude pangermaniste. C'était sans doute vrai pour l'aile droite du SPD et des syndicats, mais on sait qu'après la réunion internationale du 27 juillet 1914 à laquelle avait participé Jouhaux, Carl Legien, tout en prenant son café dans un restaurant, avait déclaré à son homologue français qui lui demandait ce qu'il ferait pour empêcher la guerre : « En Allemagne, nous continuerons nos manifestations en faveur de la paix »²¹⁷... comme la CGT en France, ni plus, ni moins !

²¹⁷ Les témoignages sur l'entrevue Jouhaux-Legien, en fait une conversation informelle de cinq minutes, ont été reproduits dans *Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte*, pages 22-25.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives départementales de Maine-et-Loire :

- 1 M 3/2 : Rapports du Préfet de Maine-et-Loire au général commandant la IX^e Région militaire (1917-1919).

Archives nationales :

- Fonds Louis et Gabrielle Bouët, Correspondance (1914-1917), Institut Français d'Histoire Sociale, 14 AS 434 à 436.

Presse nationale :

- *L'Humanité*, journal socialiste, consulté sur Gallica.fr.

Presse locale :

- *Le Petit Courrier*, quotidien, ADML, Archives en ligne.

- *L'Effort social angevin, socialiste, syndicaliste, coopératif*, journal bimensuel puis hebdomadaire (1918-1922).

BIBLIOGRAPHIE

Histoire générale :

- Philippe BERNARD, Nouvelle Histoire de la France contemporaine, tome 12, *La fin d'un monde 1914-1929*, Seuil, Points Histoire, 1975.

- Jean-Jacques BECKER, *Les Français dans la Grande Guerre*, Laffont, 1980.

Sur les mutineries de 1917 :

- John WILLIAMS, *Mutineries 1917*, Les Presses de la Cité, 1963.

- Guy PEDRONCINI, *Les mutineries de 1917*, Presse Universitaires de France, 1967.

- Rémi ADAM, *Histoire des soldats russes en France, 1915-1920*, L'Harmattan, 1996.

- Denis ROLLAND, *La grève des tranchées, les mutineries de 1917*, Editions Imago, 2005.

Sur la résistance à la guerre :

- Jean MAITRON, Colette CHAMBELLAND, *Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte*, François Maspero, 1968.

- Marie et François MAYOUX, *Instituteurs pacifistes et syndicalistes*, Editions Canope, Chamalières, 1992.

- Alfred ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, 2 volumes, 1936, réédition en fac-similé, Editions d'Avron, 1993.

- Rosa LUXEMBURG, *La brochure de Junius, la guerre et l'Internationale*, Œuvres complètes, tome IV, Agone & Smolny, 2014.

Sur l'intervention française contre la Russie soviétique :

- Jean-Jacques MARIE, *La guerre des Russes blancs*, Tallandier, 2017.

Sur l'histoire du mouvement ouvrier :

- Max FERRE, *Histoire du Mouvement syndicaliste révolutionnaire chez les Instituteurs, des origines à 1922*, SUDEL, 1955.

- Jacques DROZ, *Le socialisme démocratique*, Armand Colin, 1966.
- *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français (DBMOF)*, publié d'abord sous la direction de Jean MAITRON, puis de Claude PENNETIER, 44 volumes (1962-1997).
- Annie KRIEGEL, *Aux origines du communisme français (1914-1920)*, 2 volumes, Editions Mouton, Paris-La Haye, 1964.
- François BERNARD, Louis BOUET, Maurice DOMMANGET, Gilbert SERRET, *Le syndicalisme dans l'Enseignement, Histoire de la Fédération de l'Enseignement des origines à l'unification de 1935*, tome 2, Collection « Documents de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, non daté (1969).
- Christian GRAS, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Maspero, 1971.
- Georges LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République*, Petite Bibliothèque Payot, 2 vol., 1977.
- Pierre BROUE, *Trotsky*, Fayard, 1988.
- Jacques DROZ (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, Allemagne*, Editions ouvrières, 1990.
- Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT*, Editions Complexe, 1995.
- *Congrès du monde ouvrier - France 1870-1940, Guide des sources*, ouvrage édité par le CODHOS (non daté).
- *Les Anarchistes, dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone*, Editions de l'Atelier, 2014.

Sur l'histoire de l'Anjou :

- François SIMON, *La Marianne, société secrète au pays d'Anjou*, Angers, 1939, réédité en fac-simile par Maurice Poperen en 1978.
- Louis BOUËT, *Trente ans de combat*, L'Amitié par le livre, 1969.
- Maurice POPEREN, *Les cordonniers d'Angers*, Imprimerie angevine, 1977.
- Maurice POPEREN, *La Doutre à l'orée du siècle*, 1979.
- Maurice POPEREN, *Les Premiers mai au pays d'Anjou*, 1981.
- François LEBRUN, Alain JACOBZONE, *Ludovic Ménard (1855-1935), fondateur du syndicalisme ardoisier*, Musée de l'Ardoise, Trélazé, 1985.
- Alain JACOBZONE, *En Anjou, loin du front*, Editions Ivan Davy, 1988.
- Jacques BOUVET, *Bessonneau Angers*, Société des Etudes Angevines, 2002.
- Jean-Luc MARAIS, *Le Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles*, Picard, 2009.
- Frédéric DABOUIS, *Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30*, Cahier du CESA n° 5, 24 p., avril 2013, consultable en ligne : <http://cesa49.free.fr/spip.php?article2>.
- COLLECTIF, *1914-1918, L'Anjou dans la grande guerre*, ADML, 2015.

Sites consultés :

<http://combattant.14-18.pagesperso-orange.fr/>

<https://revolutionnairesangevins.wordpress.com/>

<https://bataillesocialiste.wordpress.com/>

Les Cahiers du CESA / Numéros parus :

N° 1 : *Féminisme et syndicalisme - Les archives d'Yvonne Dufour et du groupe féministe de l'enseignement laïque de Maine-et-Loire (1923-1933)*, octobre 2011, 20 pages.

N° 2 : *Des Pétoleuses aux Danaïdes, aspects du mouvement féministe à Angers (1974-1987)*, novembre 2011, 40 pages.

N° 3 : Maurice POPEREN, *Le mouvement ouvrier angevin (1914-1948)* mars 2012, 52 pages.

N° 4 : *Le Parti ouvrier internationaliste en Anjou, fragments d'histoire du mouvement trotskyste en Maine-et-Loire (1936-1939)* mars 2013, 28 pages.

N° 5 : *L'ennemi intérieur, Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30*, avril 2013, 24 pages.

N° 6 : *Des Espagnols rouges à Angers en 1934, entre xénophobie officielle et solidarité ouvrière*, janvier 2014, 20 pages.

N° 7 : *Le « travail femmes » de la Ligue communiste (1969-1973). L'activité féministe de la section française de la Quatrième Internationale*, octobre 2014, 44 pages.

N° 8 : *Le groupe angevin de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes à travers les Archives de Cécile Brunschvicg (1914-1935)*, novembre 2014, 24 pages.

Site internet : <http://cesa49.free.fr>

Contact : cesa49@orange.fr